Ville de Fribourg

Finances

Plan financier 2017-2021

—

Novembre 2016

Table des matières

1. Introduction 1

1.1 Synthèse des résultats de la planification financière 1

1.2 Processus de planification et structure du document 2

1.3 Principes de gestion financière 3

1.4 Planification des investissements 4

2. Paramètres retenus pour l'établissement du plan financier 2017-2021 5

2.1 Contexte économique 5

2.2 Synthèse des modifications législatives et financières 6

2.2.1 Objectifs de la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) 7

2.2.2 Croissance démographique dans la région Sarine et Haut-Lac 8

2.2.3 Plans d'aménagement de détail (PAD) sur le territoire communal 8

2.2.4 Planification des établissements scolaires 9

2.2.5 CODEMS 10

2.2.6 Mesures structurelles de l'Etat (MSE) 10

3. Charges et revenus de 2011 à 2021 - analyse 11

3.1 Plan 2017-2021 et MNA avec le scénario moyen 11

3.2 Epurement des comptes de 2011 à 2015 12

3.3 Evolution des charges épurées de 2011 à 2015 12

3.3.1 Charges du personnel – 30 13

3.3.2 Biens, services et marchandises – 31 13

3.3.3 Intérêts passifs – 32 14

3.3.4 Amortissements – 33 14

3.3.5 Remboursement et participations à des collectivités – 35 15

3.3.6 Subventions accordées – 36 16

3.4 Evolution des produits 16

3.4.1 Impôts – 40 17

3.4.2 Revenus des biens – 42 17

3.4.3 Contributions, émoluments, taxes et ventes – 43 18

3.4.4 Remboursements des collectivités publiques – 45 18

4. Evolution 2017-2021 selon les trois scénarios 19

4.1 Scénario optimiste : Evolution des budgets avec 2.5% d'augmentation des impôts 20

4.2 Scénario moyen : Evolution des budgets avec 2.1% d'augmentation des impôts 22

4.3 Scénario pessimiste : Evolution des budgets avec 1.8% d'augmentation des impôts 24

5. Conclusion 26

Plan financier 2017 - 2021

1. Introduction

1.1 Synthèse des résultats de la planification financière

Parallèlement à la réalisation du budget 2017 de la Ville de Fribourg qui présente un bénéfice de CHF 318'098 sur un total de charges de CHF 212.5 mio. (sans les imputations internes), le plan financier a été réactualisé. Pour les années 2018 à 2021, selon les scénarios optimiste (+2.5%), moyen (+2.1%) et pessimiste (+1.8%) de l'évolution annuelle des recettes fiscales, les résultats projetés sont les suivants :

Résultats planifiés	2018	2019	2020	2021
Scénario optimiste (2.5%)	1'770.4	603.7	1'308.7	1'550.1
Scénario moyen (2.1%)	1'198.4	-604.5	-596.4	-1'106.0
Scénario pessimiste (1.8%)	769.4	-1'513.9	-2'018.7	-3'073.5

en milliers de CHF

Ces projections intègrent l'augmentation d'impôt de 4.3 points dès 2014, soit un taux de 81.6% pour les personnes physiques et morales.

Dans le scénario moyen (augmentation de 2.1% des recettes fiscales), considéré comme référence réaliste pour la planification 2017-2021, la projection tend vers une situation légèrement déficitaire dès 2019 pour atteindre en 2021 un déficit de 0.47% des charges. Les taux ont été maintenus tels quels pour chaque scénario par rapport au plan financier précédent, qui présentait dans son évolution moyenne un léger déficit déjà dès 2018 (CHF -0.3 mio.) pour atteindre en 2020 un déficit de CHF 4.9 mio. Une croissance modérée des charges de fonctionnement (hors effets des investissements) et l'amélioration des perspectives fiscales, déjà pour 2017 mais surtout en 2018 avec des prévisions liées à des situations particulières non connues il y a un an, explique cette amélioration, tout en permettant la création de réserves sans modification de l'indice d'impôt communal dans un contexte pré-fusion.

Les projections faites découlent de l'évolution des comptes de ces cinq dernières années, du contexte socio-économique et d'autres paramètres de planification spécifiques qui viendront plus ou moins fortement influencer l'évolution des charges et des revenus. D'autres éléments, non chiffrables en l'état, pourraient influencer le plan financier, notamment :

- un changement important quant à la situation économique et ses perspectives au niveau international, national et cantonal ;
- les modifications légales au plan fédéral qui peuvent avoir des influences sur la répartition des charges entre cantons et communes ainsi que les modifications légales au niveau cantonal ;
- le programme de mesures structurelles et d'économie 2014-2017 de l'Etat de Fribourg ;
- d'éventuelles nouvelles décisions du Grand Conseil sur la fiscalité ayant pour conséquence une diminution de la croissance des recettes fiscales communales ;
- la fiscalité des personnes morales suite à la 3ème réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) ainsi que l'arrivée ou le départ de contribuables ;
- les éventuels besoins d'assainissement de sites pollués (Pila).

Les chapitres suivants rapportent des paramètres retenus pour l'évolution des charges et des produits et qui concluent au tableau récapitulatif ci-dessus.

1.2 Processus de planification et structure du document

Le processus de planification financière suit une logique d'organisation et de budget ; la planification est un outil de gestion qui permet aux autorités de présenter une analyse prévisionnelle sur cinq ans. Elle a pour but de donner l'orientation générale sur le développement prévisible de l'ensemble des charges et des revenus de fonctionnement ainsi que l'impact sur les indicateurs principaux du bilan et du compte de flux de fonds en fonction des investissements planifiés ; elle cherche ainsi à montrer la marge nette d'autofinancement (MNA) sur les prochaines années pour financer :

- les projets décidés par le Conseil général pas encore réalisés ou en cours de réalisation ;
- les équipements de remplacement, c'est-à-dire la partie des investissements communaux existants qui arrivent en fin de vie et qui doivent être remplacés pour maintenir une même qualité des prestations ;
- les nouveaux équipements, appelés aussi investissements de développement, car ils renforcent l'attractivité de la Commune et servent ses habitants, ainsi que toutes les personnes qui utilisent les infrastructures de la Capitale cantonale pour des raisons professionnelles ou privées.

Le document présent montre l'évolution des charges et des revenus selon trois scénarios, le scénario moyen ayant été retenu pour tous les commentaires, sachant que seule l'évolution des recettes fiscales diffère dans les deux autres scénarios (*ceteris paribus*). Les indicateurs de tous les scénarios figurent sous forme de tableaux et de graphiques sous le chapitre 4.

Lors de l'examen des comptes des cinq dernières années, il y a lieu de procéder aux épurements avant l'établissement des tendances de l'évolution des comptes par nature; les charges et recettes à caractère unique ainsi que les écritures purement comptables de charges et de recettes, telles que les opérations sur les comptes de réserves, les imputations internes et les amortissements supplémentaires, sont à éliminer. Les nouveaux éléments à caractère récurrent sont à identifier et à prendre en compte, ils influenceront les résultats futurs.

Le processus aboutit au calcul de la MNA s'il est appliqué selon le schéma suivant :

	Revenus de fonctionnement
-	Charges de fonctionnement
=	**Résultat comptable**
	Epurements
+	Dépenses uniques
-	Revenus uniques
+	Imputations internes (charges)
-	Imputations internes (revenus)
=	**Résultat épuré**
+	Amortissements
+	Attributions aux réserves (charges)
-	Prélèvements sur les réserves (revenus)
=	**Cashflow**
-	Amortissements financiers
=	**Marge nette d'autofinancement (MNA) structurelle**

Dans le cas d'un résultat positif, la MNA structurelle peut être utilisée pour effectuer des amortissements supplémentaires ou financer de nouveaux investissements.

La planification financière ne mesure pas l'efficience ou l'efficacité des prestations communales. Le critère de choix ne se réfère pas à la rentabilité des opérations, mais à l'équilibre financier pluriannuel. A ce propos, il faut relever que la stratégie financière a été réactualisée en ce début de législature, ce qui a permis au Conseil communal d'adopter les principes de gestion financière figurant dans la section suivante.

1.3 Principes de gestion financière

Le Conseil communal, dans le cadre de la réalisation du plan financier 2017-2021, a validé les principes de gestion financière suivants :

- viser l'équilibre financier à long terme après amortissements et risques ;
- prendre en compte les risques et les opportunités ;
- en terme d'investissement, finir ce qui a été commencé (vision pluriannuelle) ;
- gérer le niveau d'endettement par la détermination d'un pourcentage d'amortissement maximum par rapport au niveau des charges totales et par le concept de dette par habitant. Le concept de montant d'amortissement maximum est abandonné ;
- ne pas léguer toutes les dettes aux générations futures ;
- comptabiliser l'amortissement (activation) dès l'utilisation de l'investissement (mise en service) ;
- activer les coûts salariaux des chefs de projets d'investissement ;
- planifier les liquidités et les emprunts de manière pluriannuelle ;
- faire le suivi de la gestion financière par indicateurs-clé et au moyen d'un Système de contrôle interne performant (SCI) ;
- prévoir des investissements en autofinancement et rechercher des solutions alternatives de financement.

Ces principes sont compatibles avec la future loi cantonale sur les finances communales (LFCo), actuellement en consultation, dont l'introduction a pour objectif l'application des nouvelles normes comptables suisses MCH2[1].

[1] Le nouveau modèle comptable harmonisé (« MCH2 »), qui devrait progressivement être introduit par toutes les entités publiques suisses dans les prochaines années, vise à harmoniser l'ensemble des comptabilités de la Confédération, des cantons et des communes.

1.4 Planification des investissements

Dans un souci de réalisation d'infrastructures attendues de longue date, le travail de réactualisation de la planification des investissements est intense et son impact sur l'état des finances communales futures est capital. Le Conseil communal a procédé à ces travaux en respectant les étapes suivantes :

1. confirmation des objectifs d'investissement prioritaires (bâtiments scolaires ainsi que le secteur du Bourg, celui de la Gare et celui des environs de Bluefactory) ;
2. revue individuelle de tous les investissements par Service ;
3. revue des mesures retenues dans le plan de l'agglomération après décision du Conseil d'Agglo ;
4. redimensionnement, redéfinition des calendriers et choix, puis validation des investissements sur le long terme.

La validation des investissements et leur inscription au bilan prévisionnel permet de calculer l'impact en terme d'amortissements et d'intérêts de la dette sur le compte de résultats, qui est à son tour adapté dans les diverses rubriques en fonction de l'évolution historique, de paramètres spécifiques ou en fonction du contexte socio-économique. C'est suite à l'actualisation de tous ces éléments que les divers indicateurs financiers sont produits.

Dans la planification financière 2017-2021 annexée, 165 investissements différents ont été listés, dont 50 annoncés en catégorie II au budget 2017 et 7 en catégorie III. Le total de ces investissements à charge de la Ville de Fribourg se monte à CHF 227.7 mio. pour toute la période quinquennale.

2. Paramètres retenus pour l'établissement du plan financier 2017-2021

2.1 Contexte économique

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a publié les tendances conjoncturelles de l'automne 2016, les données et informations ci-dessous ont été actualisées jusqu'à mi-septembre et forment la base des réflexions de la planification financière. Voici leur retranscription :

Survol : L'économie suisse a retrouvé un certain dynamisme au cours des derniers trimestres. La décision en faveur du Brexit a certes alimenté le climat d'incertitude qui règne au niveau international, mais elle n'a pas engendré de turbulences notables sur les marchés financiers. A condition que le Brexit ait un impact limité et que l'on n'assiste pas à une nouvelle appréciation extraordinaire du franc suisse, la conjoncture suisse devrait se consolider jusqu'en 2017.

Economie mondiale et cadre monétaire

Economie mondiale : Durant le 1er semestre de 2016, la reprise de l'économie mondiale a été timide. Aux Etats-Unis, la croissance économique, quoique décevante, donne quelques signaux encourageants pour les trimestres à venir. La zone euro poursuit sa reprise modérée. Dans les pays émergents, la situation ne s'est pas réellement améliorée.

Cadre monétaire : Si les marchés des actions ont rapidement amorti le choc, le vote en faveur du Brexit s'est toutefois traduit par une forte dépréciation de la livre sterling. La Banque d'Angleterre a adopté des mesures de politique monétaire en vue de soutenir l'économie. Le cours du franc face à l'euro est resté relativement stable. Après avoir atteint des niveaux plus bas que jamais, les taux d'intérêt à long terme se sont également stabilisés.

Situation de l'économie suisse

Produit intérieur brut : Passant de 0,3% à 0,6% entre le 1er et le 2e trimestre, la croissance du PIB a accéléré. Outre ce renforcement, elle a également été soutenue de façon plus large par les divers secteurs économiques.

Production : Les services proches de l'Etat ou axés sur le marché intérieur ainsi que les services privés (notamment les rubriques « santé humaine » et « activités de services administratifs et de soutien ») ont considérablement progressé au 2e trimestre. Mais on constate également une certaine détente dans les secteurs qui souffrent de la force du franc, tels que l'industrie et le tourisme.

Dépenses : La consommation des ménages privés, qui avait encore sensiblement augmenté au trimestre précédent, a stagné au 2e trimestre, où la croissance n'a été soutenue que par la consommation publique et le commerce extérieur.

Marché du travail: Jusqu'à ce jour, le marché du travail est resté sous l'effet du ralentissement économique de l'an passé. Cependant, le taux de chômage désaisonnalisé, en légère augmentation depuis un certain temps, s'est stabilisé au cours des derniers mois.

Prix : Durant les mois d'été, la baisse des prix a continué de fléchir, notamment en raison de l'atténuation des effets de l'appréciation du franc et du prix du pétrole.

Prévisions conjoncturelles

Conditions générales : Selon le Groupe d'experts de la Confédération, la lente reprise observée jusqu'ici dans la zone euro et dans le reste du monde devrait se poursuivre.

Prévisions : Il faut s'attendre, pour la Suisse, à des impulsions positives provenant du commerce extérieur et à un lent renforcement de la reprise économique. Le Groupe d'experts étaye ainsi largement ses prévisions du mois de juin et s'attend désormais à une croissance du PIB de 1,5% en 2016 puis du 1,8% en 2017.

Risques : La reprise de l'économie mondiale, toujours hésitante, reste donc vulnérable aux facteurs de perturbation tels que le Brexit, la précarité de l'équilibre financier de la zone euro et certains risques géopolitiques.

Source : SECO, Direction de la Politique économique, "Tendances conjoncturelles, automne 2016", p.1

En ce qui concerne le canton de Fribourg, ce sont les informations données dans le cadre du document émis par le Service de la statistique de l'Etat de Fribourg dans son rapport du 3ème trimestre 2016 sur la conjoncture fribourgeoise qui donnent le cadre de la planification :

Difficultés persistantes du côté de Fribourg

La timide reprise conjoncturelle observée au deuxième trimestre peine à se confirmer. Insatisfaisante depuis des mois, la marche des affaires s'est certes très légèrement améliorée dans quelques branches industrielles, à l'image de la métallurgie ou du secteur des machines et appareils. Mais, en revanche, elle s'est de nouveau détériorée dans d'autres branches (alimentation, bois, chimie). Elle demeure également toujours particulièrement difficile pour le commerce de détail. Les entreprises participant aux enquêtes de juillet du KOF se montrent toutefois aussi confiantes qu'au mois d'avril quant aux perspectives de développement des entrées de commandes au cours des prochains mois. Les chiffres de juillet plombent le développement du commerce international, notamment des exportations, qui s'inscrivent en baisse de 1,4% par rapport à l'année passée sur l'ensemble des sept premiers mois. Quant au taux de chômage, il s'affiche à 2,6% de la population active, soit 0,1 point de pourcentage de plus, aussi bien par rapport au mois de juin de cette année que par rapport à son taux de juillet de l'année passée.

Source : Etat de Fribourg, Service de la statistique, "Conjoncture fribourgeoise, 2016/3, p.4

Comme relevé par la presse et les revues économiques spécialisées, une reprise lente de l'économie helvétique devrait s'installer à l'horizon 2017 :

- Le taux de croissance du PIB envisagée par le KOF (Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF Zurich) pour 2016 est de 1.5% et une augmentation à 1.8% est prévue en 2017.
- Le taux de chômage du canton (2.6%) reste très bas et dans des proportions raisonnables.
- Les prévisions du renchérissement du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles, relatives à l'indice des prix à la consommation (IPC), s'inscrivent à -0.4% pour 2016 et à +0.3% pour 2017.

Ces éléments ont notamment influencé les scénarios de progression des recettes fiscales et les paramètres d'évolution des salaires et des prix des biens et services en ce qui concerne l'inflation.

2.2 Synthèse des modifications législatives et financières

Ci-dessous sont listés les éléments identifiables de façon individuelle qui ont conduit à une adaptation des paramètres de planification ou dont les effets ne sont pas encore quantifiables mais qui sont susceptibles de modifier la situation financière de la Ville de Fribourg de manière notable.

2.2.1 Objectifs de la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)

Dernièrement, le Parlement a adopté la réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III). Cette réforme a été rendue nécessaire car les sociétés holdings, de domicile, mixtes ainsi que des sociétés principales bénéficient d'une imposition très basse sur les recettes réalisées à l'étranger. Sur le plan international, cette pratique est très critiquée. De plus, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) a mis sur pied le nouveau projet : BEPS (Base Erosion and Profit Shifting), dont l'objectif est de permettre d'imposer la substance des bénéfices dans les pays où le profit est généré grâce à des ressources substantielles (bureaux, personnel, équipements).

En Suisse, les sociétés à statut fiscal spécial rapportent plus de cinq milliards de francs de recettes fiscales à la Confédération, aux cantons et aux communes, auxquelles il faut ajouter les impôts sur les revenus générés par leurs employés, conseils d'administration, sociétés de révision, conseillers, etc. Suite aux mesures prévues dans la RIE III, il est extrêmement difficile de dire si les sociétés concernées resteront en Suisse ou quitteront le pays.

Pour les entreprises purement suisses, les mesures de la RIE III mèneront à des allégements fiscaux, sachant qu'un seul taux d'imposition sera appliqué à futur et que le taux actuel est plus élevé. Selon une étude Ecoplan de 2015, 80% de l'impôt fédéral direct des personnes morales concernées par ces mesures viennent des villes suisses. Pour les communes suisses, la part des impôts directs des personnes morales au revenu fiscal total est de près de 15.0% (18.6% pour la Ville de Fribourg en 2015), même si dans certaines communes, ce taux peut atteindre 50%.

La charge fiscale est un critère important pour les villes, mais il n'est pas le seul à prendre en compte. En effet, des infrastructures fiables, une offre développée de structures d'accueil pour les enfants, une bonne qualité de vie ainsi que des procédures efficaces et non bureaucratiques constituent également des facteurs importants pour l'attractivité d'une commune. Sans recettes fiscales, les villes ne peuvent plus fournir ces prestations.

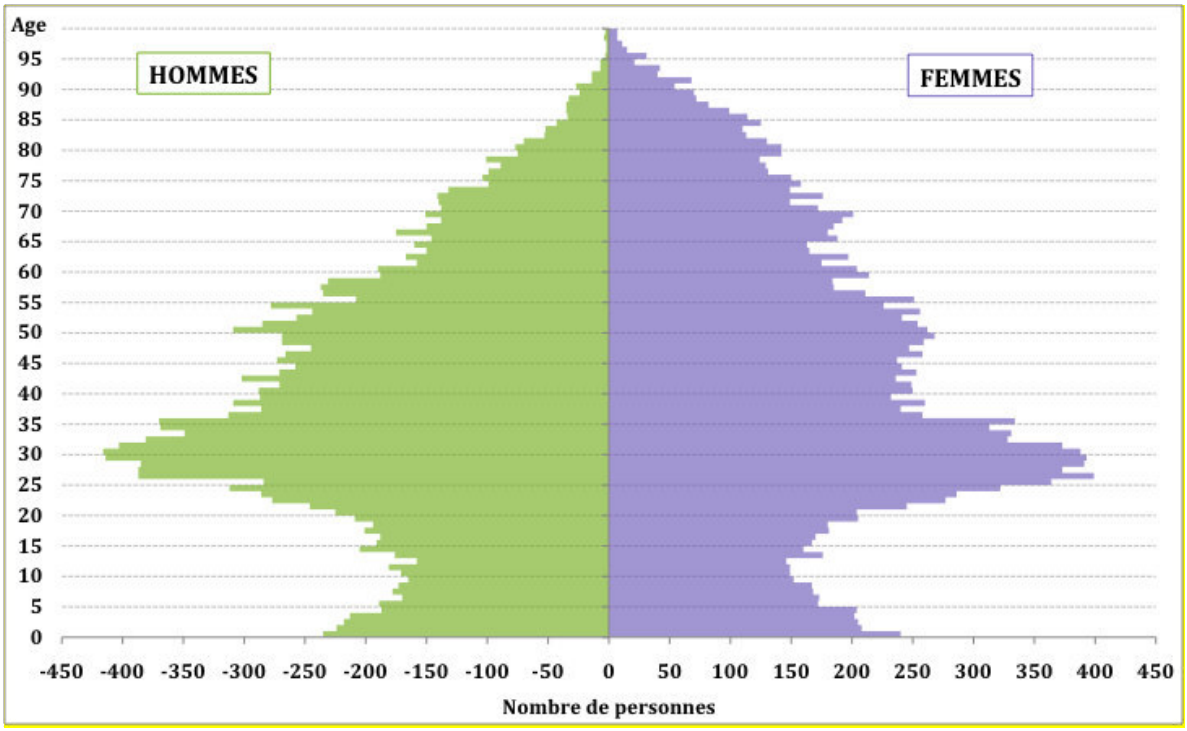
La Conférence des villes suisses sur les impôts ainsi que l'Association des communes fribourgeoises défendent les intérêts des communes au niveau cantonal et fédéral afin d'obtenir de la part de la Confédération et du canton de Fribourg des compensations financières pour pallier aux futures éventuelles pertes fiscales. La Ville de Fribourg participe aux groupes de travail de ces deux associations.

En raison du référendum sur le projet de loi de la RIE III qui a abouti, les suisses devront se prononcer par votation populaire le 12 février 2017.

Les incidences fiscales pour la Ville de Fribourg sont très difficilement chiffrables. Une première analyse du Service cantonal des contributions (SCC) montre que la structure du tissu économique de la Ville lui permettrait de ne pas subir de pertes. Prenant en compte un indice d'impôt communal plus faible et ne considérant pas les éventuels mouvements des entreprises, cette estimation est à considérer avec prudence. Le résultat de la votation populaire ainsi que la détermination de la Confédération et du canton sur les mesures de compensations évolutives rendent l'issue de ce dossier très aléatoire, raison pour laquelle aucun paramètre de planification spécifique n'a été introduit dans le plan financier 2017-2021 de la Ville de Fribourg.

2.2.2 Croissance démographique dans la région Sarine et Haut-Lac

Issue du rapport final de Mme Wanders de juillet 2016, la pyramide des âges de la population de Fribourg en 2014 est la seule des six régions considérées où les hommes et les femmes de 25 à 35 ans sont beaucoup plus nombreux que ceux et celles de 45 à 55 ans. La pyramide s'élargit à sa base (0-5 ans), ce qui laisse prévoir une forte augmentation du nombre d'élèves à l'école primaire, puis au CO au cours de la prochaine décennie[2].



Ce graphique, ainsi que les conclusions de l'étude sont à considérer pour l'analyse et la lecture des trois prochaines sous-sections.

2.2.3 Plans d'aménagement de détail (PAD) sur le territoire communal

Les plans d'aménagement de détail (PAD) prévus sur tout le territoire communal ont fait l'objet d'un inventaire et une planification du nombre de nouveaux logements a été réalisée en fonction des calendriers connus ou probables. De cette analyse découlent trois paramètres de planification importants :

- le calcul du nombre d'enfants en âge de scolarité par quartier pour la planification des établissements scolaires

[2] Anne-Christine Wander, Rapport final, juillet 2016, p.25-26

- le calcul du nombre de contribuables supplémentaires avec l'intégration d'un impôt moyen par habitant
- le calcul de l'impact de ces habitants supplémentaires sur territoire communal en regard des charges liées à l'Etat. Est prise en considération une augmentation globale de la population cantonale.

Dans la planification financière, il est important de considérer les avantages et les inconvénients de la construction de nouveaux logements et consécutifs à l'arrivée de nouveaux habitants. En effet, il s'agit pour la Ville de planifier des infrastructures scolaires suffisantes dans les bons quartiers, de considérer l'avantage fiscal apporté par de nouveaux contribuables tout en relativisant son effet en terme de charges financières liées. Celle-ci est directement liée à l'évolution démographique communale, mais elle est également à considérer parallèlement à la croissance prévue de la population de tout le canton.

2.2.4 Planification des établissements scolaires

Le Conseil communal a confié aux Services des finances, des écoles et d'urbanisme et architecture la réalisation d'un nouveau concept de planification et la création d'un outil lui permettant de confirmer le besoin en locaux scolaires en fonction de l'évolution attendue des élèves de la commune, dans le but de se déterminer sur les besoins à intégrer dans la planification des infrastructures scolaires et de prévoir les besoins financiers qui en découlent.

Les objets concernés par ce projet sont les écoles enfantines, les écoles primaires, les Cycles d'orientation (CO) et les accueils extrascolaires (AES). Il s'agit de définir les besoins en salles de classe et salles spéciales (y compris les locaux sportifs et de natation) par site scolaire communal dans un horizon de dix ans. Cet exercice prend en compte les normes pédagogiques fixées par l'Etat de Fribourg et les possibilités financières de la Ville de Fribourg. En outre, les besoins actuels de la DICS et des cercles scolaires sont à considérer également.

La méthode qui a été choisie est la suivante :

- réalisation de l'inventaire des sites ;
- réalisation de l'inventaire des salles actuelles et des locaux sportifs par site, occupées ou non (avec distinction de l'occupation ou de la non-occupation), y compris les 6 classes financées exclusivement par la Ville de Fribourg dans les établissements primaires ;
- détermination d'une méthode de calcul des effectifs actuels en nombre d'élèves et d'élèves par salle de classe (valeurs intégrant les élèves en intégration), en fonction des degrés et des langues d'enseignement (allemand ou français) ;
- réalisation de l'inventaire des salles et locaux sportifs dont la construction a été décidée par site (construction en cours ou planifiée) ;
- réalisation de l'inventaire des transformations projetées dans les bâtiments existants.

L'outil gère les informations de planification suivantes :

- les naissances par quartier et élèves à scolariser dans un horizon de 5 ans ;
- les études démographiques (cf. rapport de "Croissance démographique dans la région Sarine et Haut-Lac" réalisé par Anne-Christine Wanders).
- d'autres hypothèses de planification, dont celle du PAL en cours d'élaboration.

Ces données doivent permettre de planifier les besoins en locaux scolaires par site et par année.

Pour les besoins de la planification financière 2017-2021, le projet a permis d'élaborer la planification des besoins en infrastructures scolaires (bâtiments et sites) pour les écoles enfantines et primaires (1H-8H).

Le projet se poursuit dans les domaines des AES et des CO, pour lesquels des résultats seront disponibles lors de la prochaine planification financière.

2.2.5 CODEMS

Les frais de fonctionnement, c'est-à-dire les charges administratives de la Commission de district en matière d'EMS (CODEMS), sont répartis selon la population légale pour 75% et selon la population légale pondérée par l'indice de potentiel fiscal (IPF) pour les 25% restants; ils font partie intégrante de la planification financière de la Ville de Fribourg.

Dès 2019, une augmentation substantielle des coûts de la CODEMS est annoncée; il s'agit du financement de l'agrandissement des EMS des Martinets à Villars-sur-Glâne et du Gibloux à Farvagny prévu en 2018. La participation de la Ville de Fribourg est de 40% du montant annuel de CHF 2.3 mio., soit près de CHF 1.0 mio. L'impact de cette augmentation a été considéré et il influence fortement les charges liées dès 2019.

Il faudra également s'attendre à un effet sur les frais refacturés à la Ville par l'Etat de Fribourg dans le domaine de la prise en charge des personnes âgées, changement qui touche déjà en partie l'année 2017.

2.2.6 Mesures structurelles de l'Etat (MSE)

Le 7 mai 2013, le Conseil d'Etat présentait un catalogue de mesures permettant à l'Etat d'économiser par rapport à son plan financier un montant de CHF 114.4 mio. en 2014, CHF 143.8 mio. en 2015 et CHF 177.6 mio. en 2016. Les mesures proposées touchent toutes les entités (contribuables, communes, associations, parents, etc.) ayant des rapports avec l'Etat. Il est important de relever que ces mesures d'économies ne diminuent pas les charges du Canton d'une année à l'autre, mais diminuent la progression de celles-ci. Dans son message, le Conseil d'Etat annonçait que l'incidence pour l'ensemble des communes allait être positive.

Un groupe de travail, placé sous la présidence de la Direction des finances (DFin) et composé de représentants de l'Association des communes fribourgeoises (ACF), du Service des communes (Scom) et de l'Administration des finances (AFin) a remis un premier rapport d'expertise se basant sur les comptes 2014 au printemps 2015. Le premier bilan intermédiaire a été effectué par l'AFin durant l'été 2015 ; il montre que l'ensemble des mesures influençant de manière directe les comptes de la Ville de Fribourg arrivent à une charge supplémentaire de l'ordre de CHF 250'000.00 pour l'année 2014. Les résultats de ce bilan devront être confrontés à ceux des analyses portant sur les années 2015 et 2016, encore pendants. La base légale prévoit qu'aucune décision quant à d'éventuelles mesures de correction ne sera prise avant 2017. L'estimation des incidences des MSE par commune pourra être faite après réception et analyse de ces rapports.

3. Charges et revenus de 2011 à 2021 - analyse

3.1 Plan 2017-2021 et MNA avec le scénario moyen

Voici le plan financier tel qu'il se présente par natures comptables pour la période 2017-2021, dans le scénario moyen qui prévoit une augmentation annuelle des recettes fiscales de 2.1%.

COMPTE DE RESULTATS		Budget et planification financière				
Plan financier - Scénario moyen En millions de francs	**Budget 2016**	**Budget 2017**	**Plan 2018**	**Plan 2019**	**Plan 2020**	**Plan 2021**
30 Charges du personnel	58.2	59.0	59.9	60.8	61.8	62.7
31 Biens, services et marchandises	29.6	28.7	29.1	29.5	29.9	30.3
32 Intérêts passifs	5.9	5.7	5.7	6.2	6.7	7.1
33 Amortissements	14.9	15.0	16.5	18.8	20.6	21.8
35 Rbts et particip. à des collectiv. publ.	66.6	66.0	67.6	71.0	73.8	76.0
36 Subventions accordées	35.1	33.9	34.5	35.3	36.0	36.7
38 Attributions aux réserves	1.5	4.2	3.2	3.2	3.2	3.2
39 Imputations internes	26.3	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5
Charges	**238.1**	**239.0**	**243.1**	**251.3**	**258.5**	**264.3**
40 Impôts	140.7	143.0	147.0	152.2	158.0	162.1
41 Patentes, concessions	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
42 Revenus des biens	7.9	7.2	7.3	7.4	7.6	7.7
43 Contrib., émoluments, taxes, ventes	40.8	40.8	41.6	42.4	43.3	44.2
44 Part à des recettes sans affectation	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
45 Rbts de collectivités publiques	14.7	14.1	14.4	14.7	15.0	15.3
46 Subventions acquises	3.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3
48 Prélèvements sur les réserves	2.4	2.3	2.1	2.1	2.1	2.1
49 Imputations internes	26.3	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5
Revenus	**238.3**	**239.3**	**244.3**	**250.7**	**257.9**	**263.2**
Résultat de fonctionnement	**0.2**	**0.3**	**1.2**	**-0.6**	**-0.6**	**-1.1**
Amortissement financier CPPVF	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.7	-0.7
Différence d'attribution aux réserves	-0.9	1.9	1.1	1.1	1.1	1.1
MNA structurelle = Cashflow I (résultat épuré + amort. - amort. fin. CPPVF - différence réserves)	**13.6**	**16.7**	**18.3**	**18.7**	**20.5**	**21.2**
Besoin d'investissement	50.0	47.4	57.4	51.7	47.0	42.4
Besoin de financement (besoin d'invest. - MNA)	**36.4**	**30.7**	**39.1**	**33.0**	**26.5**	**21.2**

Extrait du tableau Scénario moyen : Evolution des budgets avec 2.1% d'augmentation des impôts, p. 22

La marge nette d'autofinancement est en progression en raison de l'augmentation des charges non monétaires, à savoir les amortissements. Le besoin d'investissement reflète les investissements selon le plan annexé, diminués des remboursements planifiés (subventions ou participations de tiers). Le besoin de financement, qui correspond à l'augmentation de la dette, considère le volume d'investissement et les flux financiers; il est en baisse constante parallèlement aux besoins d'investissement qui atteignent un pic en 2018 avant de redescendre progressivement jusqu'en 2021.

Les sections suivantes expliquent comment ce résultat a été obtenu en commençant par l'épurement des comptes sur la période 2011 à 2015. Cette opération permet non seulement de définir la tendance d'augmentation des charges et des produits par rubrique sur les années 2011 à 2015 hors paramètres

particuliers, mais également de dégager la marge nette d'autofinancement ou le résultat structurel, visible dans le tableau ci-dessus.

3.2 Epurement des comptes de 2011 à 2015

Les comptes de 2011 à 2015 épurés des charges et des produits extraordinaires, montants uniques ou irréguliers, se présentent comme suit :

COMPTE DE RESULTATS	Données historiques APRES EPUREMENT					Evolution	Evolution moyenne annuelle	Budgets		Evolution planifiée
En millions de francs	Compte 2011	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	2011 2015		Budget 2016	Budget 2017	
30 Charges du personnel	55.7	56.0	56.7	55.9	57.2	2.68%	0.66%	58.2	59.0	1.50%
31 Biens, services et marchandises	25.9	27.2	27.8	27.9	27.6	6.40%	1.56%	29.6	28.7	1.40%
32 Intérêts passifs	4.6	4.4	4.0	5.5	5.6	23.74%	5.47%	5.9	5.7	effectif
33 Amortissements	13.4	13.4	11.7	13.7	13.5	0.11%	0.03%	14.9	15.0	effectif
35 Rbts et particip. à des collectiv. publ.	57.9	62.2	62.2	65.1	66.3	14.56%	3.46%	66.6	66.0	3.60%
36 Subventions accordées	33.2	33.1	34.7	35.2	35.0	5.42%	1.33%	35.1	33.9	2.00%
38 Attributions aux réserves	1.2	1.5	1.3	1.5	1.6	36.05%	8.00%	1.5	4.2	stable
39 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré
Charges	**191.8**	**197.7**	**198.5**	**204.8**	**206.7**	**7.77%**	**1.89%**	**211.8**	**212.5**	**2.85%**
40 Impôts	131.3	127.8	124.7	137.4	141.4	7.71%	1.87%	140.7	143.0	**2.10%**
41 Patentes, concessions	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.21%	0.05%	0.3	0.3	stable
42 Revenus des biens	8.2	9.1	7.7	8.2	8.9	8.10%	1.97%	7.9	7.2	1.50%
43 Contrib., émoluments, taxes, ventes	37.4	38.3	40.7	40.3	41.6	11.16%	2.68%	40.8	40.8	2.00%
44 Part à des recettes sans affectation	2.2	2.2	2.3	1.7	1.7	-22.70%	-6.23%	1.8	1.8	stable
45 Rbts de collectivités publiques	14.4	13.4	12.9	13.3	12.9	-10.37%	-2.70%	14.7	14.1	2.00%
46 Subventions acquises	3.1	2.8	2.8	2.7	2.9	-4.43%	-1.13%	3.2	3.3	stable
48 Prélèvements sur les réserves	3.8	4.0	1.7	3.1	2.4	-36.99%	-10.91%	2.4	2.3	stable
49 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré
Revenus	**200.7**	**198.1**	**193.1**	**207.0**	**212.1**	**5.70%**	**1.40%**	**212.0**	**212.8**	**2.70%**
Résultat de fonctionnement épuré	**8.9**	**0.4**	**-5.4**	**2.2**	**5.4**			**0.2**	**0.3**	

Extrait du tableau Scénario moyen : Evolution des budgets avec 2.1% d'augmentation des impôts, p. 22

L'épurement des données historiques a principalement porté sur des provisions uniques (pour les heures du personnel en 2015), des provisions pour risque juridique (terrain Ste-Thérèse), des amortissements extraordinaires ou pour la STEP, des attributions à des réserves non obligatoires ou des attributions liées à des prélèvements équivalents, la réévaluation du patrimoine financier en 2013, ainsi que l'élimination des imputations internes.

Les colonnes du tableau ci-dessus sont à comprendre ainsi :

- la colonne "Evolution 2011-2015" montre l'évolution entre ces deux années de manière individuelle ;
- l'évolution moyenne annuelle est calculée sur toute la période 2011-2015 ;
- l'évolution planifiée annonce le taux de croissance appliqué dès le budget 2017. Les explications des taux retenus font l'objet de la prochaine section.

3.3 Evolution des charges épurées de 2011 à 2015

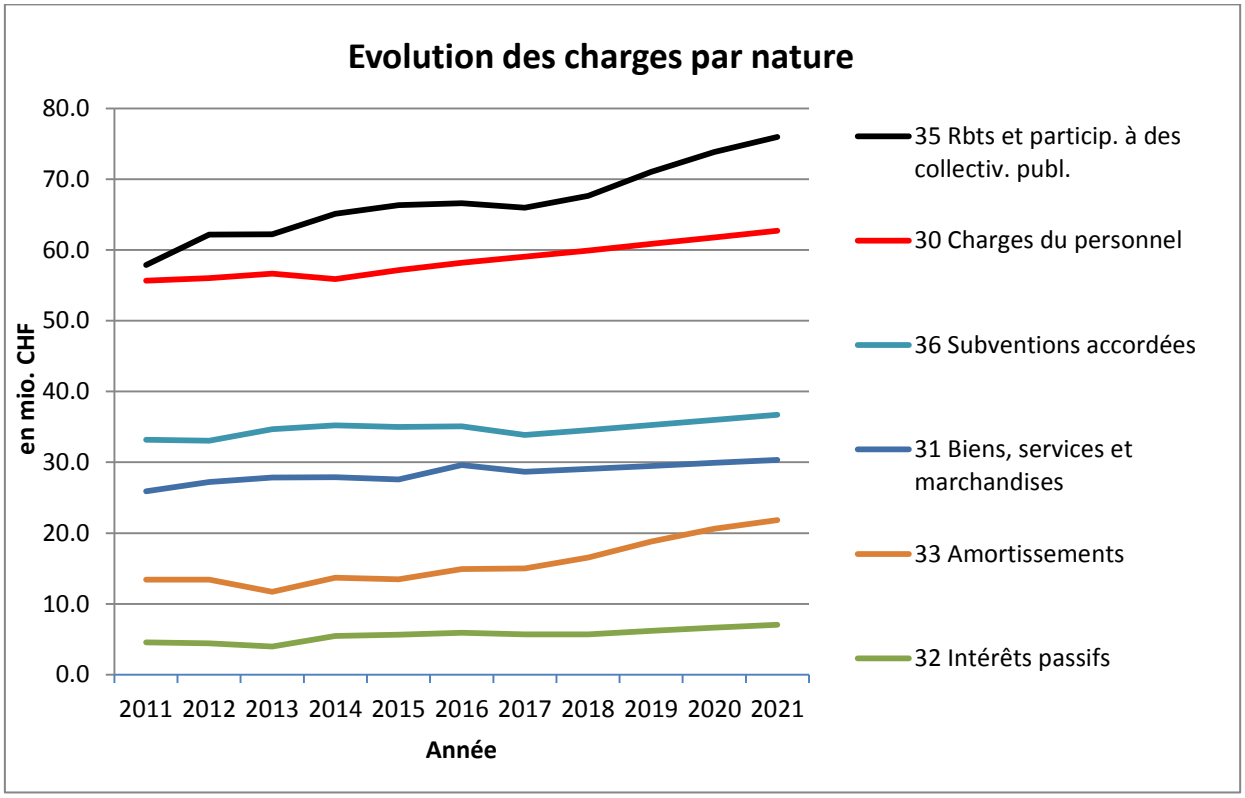
La tendance globale et l'évolution moyenne annuelle sont calculées pour les rubriques 30 "charges du personnel", 31 "biens, services et marchandises", 35 "remboursements et participations à des collectivités publiques", 36 "subventions accordées". Pour les autres rubriques 32 "intérêts passifs" et 33 "amortissements", les valeurs effectives sont issues du plan d'investissement annexé.

Quant aux rubriques 38 "attributions aux réserves" et 39 "imputations internes", elles sont stables et ne sont pas retenues dans ces analyses. L'attribution aux réserves n'évolue pas de manière importante et

ses montants initiaux ne sont que très peu représentatifs alors que pour les imputations internes, elles évoluent de la même façon entre les charges et les produits et n'ont de ce fait pas d'influence sur le résultat.

La colonne "évolution planifiée" annonce le taux de croissance appliqué dès le budget 2017. Les explications des taux retenus font l'objet des prochaines sous-sections.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution des charges épurées de 2011 à 2015, celles des budgets 2016 et 2017 et leurs tendances selon les taux appliquées dès le budget 2017.



3.3.1 Charges du personnel – 30

La rubrique 30 "Charges du personnel" reste en augmentation assez linéaire. Les charges entre 2011 et 2015 sont passées de CHF 55.7 mio. à CHF 57.2 mio. soit une augmentation totale de 2.68%. Les équivalents plein temps (EPT) sont passés de 445.9 au 1er janvier 2012 à 474.7 au 1er janvier 2016 (+6.46%), alors que la population résidente a augmenté de 5.61% de 2012 à 2016.

Si l'objectif du 1.5% d'augmentation annuelle est atteint, il est important de souligner que les charges du personnel ont été diminuées dès 2014 suite à la recapitalisation de la Caisse de prévoyance de la Ville de Fribourg. Cet effet diminue de CHF 1.5 million les charges de personnel en 2014. En l'absence d'inflation, les salaires n'ont pas subi d'indexation ces dernières années.

Depuis plusieurs années, le Conseil communal s'est donné comme règle une croissance ordinaire des charges du personnel limitée à 1.5 % par année. Une telle croissance représente un montant annuel d'environ CHF 900'000.00. **L'évolution de 1.5% est retenue pour le plan financier 2017-2021.**

3.3.2 Biens, services et marchandises – 31

La rubrique 31 "Biens services et marchandises" a augmenté de 6.40% de 2011 à 2015 et une évolution annuelle de 1.56%. Il est à préciser que les taux sont calculés sur les comptes épurés afin de lisser la

tendance. En effet, sous cette rubrique ont été épurées notamment, la provision sur débiteurs douteux en 2011, la mise en provision pour risque juridique en 2014 et le paiement d'un litige en 2015.

Compte tenu d'un taux d'inflation bas et l'évolution des précédentes années, **l'objectif maximum de 1.4% d'augmentation de cette rubrique est maintenu** pour les années 2018 à 2021.

3.3.3 Intérêts passifs – 32

La rubrique 32 "Intérêts passifs" est intimement liée à l'évolution de la dette et aux marchés financiers avec des taux historiquement bas. Le poids des intérêts est passé de CHF 4.6 mio. en 2011 à CHF 5.6 mio. en 2015, soit une augmentation totale de 23.74 %. Les intérêts au taux de 4.25% liés au prêt à la Caisse de prévoyance (CPPVF) sont inclus dans cette rubrique. Le taux moyen des emprunts de la Ville de Fribourg s'élevait à 2.21% pour une dette de CHF 240.8 mio. (y.c. CPPVF) au 31 décembre 2015.

Le tableau qui récapitule les charges et les produits futurs tient compte du besoin de trésorerie en fonction de la marge d'autofinancement et des investissements prévus selon le schéma suivant :

	Résultat annuel
+	Amortissements
+/-	Variations non monétaires du bilan
=	Cash flow provenant de l'activité d'exploitation (MNA)
-	Dépenses d'investissements nettes
=	Free cashflow = besoin de capitaux

Les nouveaux intérêts évoluent sur la période de planification selon l'évolution prévisible des taux d'intérêts sur les besoins en capitaux et reportés sur l'année suivante.

Compte tenu des besoins d'investissement, l'augmentation de la dette, notamment en raison des infrastructures scolaires et des mesures d'Agglomération, va entraîner une augmentation des intérêts passifs de l'ordre de CHF 1.4 mio. en 2021 par rapport à 2017.

3.3.4 Amortissements – 33

La rubrique 33 "Amortissements" évolue en fonction des investissements votés et de la durée d'amortissement prévue. Ces charges, épurées des amortissements extraordinaires, sont passées de 2011 à 2015 de CHF 13.4 mio. à CHF 13.5 mio. Cette stabilité est le reflet du plafond d'amortissement appliqué par le Conseil communal.

Pour permettre une vue d'ensemble, tous les amortissements qui doivent être effectués ces prochaines années ont été répertoriés.

Le tableau ci-dessous intègre tous les amortissements des investissements votés par le Conseil général jusqu'au 11 octobre 2016. La limite des amortissements était passée de CHF 7.6 mio. à CHF 10.0 mio. dès 2016, en raison de l'augmentation en besoins d'infrastructures scolaires et dont l'augmentation est absorbée par une partie de l'augmentation du taux d'impôt. Toutefois, au vu des besoins en infrastructures grandissants, le Conseil communal a choisi de faire le suivi de ses amortissements proportionnellement aux charges de fonctionnement. Afin d'absorber les charges financières liées aux futurs investissements tout en maintenant des finances saines, **le Conseil communal opte pour un objectif d'amortissement maximal de 6.0% de ses charges de fonctionnement**.

AMORTISSEMENTS	Budget et plan financier				
en millions de CHF	Budget 2017	Plan 2018	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021
Amortissements totaux hors CPPVF (amort. financier)	**15.0**	**16.5**	**18.8**	**20.6**	**21.8**
./. Amortissements STEP	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1
./. Amortissements Châtillon	0.2	0.2	1.1	1.1	1.2
= Amortissements sans CPPVF, STEP et Châtillon (1)	**10.7**	**12.3**	**13.6**	**15.4**	**16.6**
./. Amortissements des écoles (2)	2.6	3.2	3.3	3.8	3.9
= Amortissements sans CPPVF, STEP, Châtillon et écoles (3)	**8.1**	**9.1**	**10.3**	**11.6**	**12.6**
Gestion des plafonds d'amortissement (écart positif = dépassement du plafond)					
Plafond d'amortissement hors CPPVF, STEP, Châtillon (1)	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
= Ecart total	**0.7**	**2.3**	**3.6**	**5.4**	**6.6**
- Dont plafond d'amortissement des écoles (2)	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
= Ecart écoles	**0.2**	**0.8**	**0.9**	**1.4**	**1.5**
- Dont plafond d'amortissement hors CPPVF, STEP, Châtillon et écoles (3)	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6
= Ecart hors écoles	**0.5**	**1.5**	**2.7**	**4.0**	**5.0**
Détail de l'amortissement des écoles					
Amortissement des écoles - déjà votés	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6
Amortissement des écoles - nouveaux investissements	0.0	0.6	0.7	1.3	1.4
Amortissement des écoles - TOTAL	**2.6**	**3.2**	**3.3**	**3.8**	**3.9**
Amortissements (1) en % du total des charges (sans STEP)	4.5%	5.0%	5.4%	6.0%	6.3%

Le plan d'investissement actualisé (voir annexe) est le miroir des axes de priorité fixés par le Conseil communal pour le développement de la Ville. Les amortissements liés à ces investissements sont en constante augmentation; le dépassement des CHF 7.6 mio. de plafond d'amortissement fixé lors de la précédente législature est visible dès 2018 (il était déjà annoncé dans le plan financier 2016-2020) et il en est de même pour le dépassement des CHF 2.4 mio. d'amortissements supplémentaires qui découlent du besoin accru d'investissement en infrastructures scolaires.

Afin de maintenir son attractivité, de répondre aux besoins en infrastructures et de maintenir le niveau des prestations de la capitale cantonale, le Conseil communal devait définir un calcul différent de sa gestion des amortissements. En 2021, l'objectif fixé à 6.0% est dépassé, ce qui signifie que l'évolution de cet indicateur doit être suivi avec attention lors des prochaines décisions d'investissement et lors des prochains processus de réactualisation du plan financier.

3.3.5 Remboursement et participations à des collectivités – 35

Le tableau montre que les charges de la rubrique 35 "Remboursements et participations à des collectivités publiques" subissent des variations importantes au fil des années. En effet, différents changements de lois ont impliqué de fortes évolutions dans les comptes regroupés sous cette rubrique; la nouvelle péréquation intercommunale dès 2011 mais également les mesures structurelles d'économie de l'Etat[3] permettant à ce dernier d'économiser par rapport à son plan financier un montant de CHF 114.4 mio. en 2014, CHF 143.8 mio. en 2015 et CHF 177.6 mio. en 2016. Les mesures proposées touchent toutes les entités ayant rapport avec l'Etat, y compris la Ville de Fribourg.

Globalement, cette rubrique est passée de CHF 57.9 mio. en 2011 à CHF 66.3 mio. en 2015, soit une augmentation totale de 14.56%.

[3] Selon la sous-section 2.2.6 Mesures structurelles de l'Etat (MSE), p. 10

Les futures charges liées au Réseau Santé Sarine[4], qui réunit les homes, la Fondation de l'aide et des soins à domicile de la Sarine (FASDS), la commission des indemnités forfaitaires (IF), la CODEMS et le SAS, ainsi que les effets financiers de l'introduction de Senior +, augmenteront régulièrement dès 2018. La CODEMS a déjà annoncé une augmentation de près d'un million de CHF à charge de la Ville de Fribourg dès 2019. Il faut ajouter à ces montants les charges intercommunales liées à l'Agglo qui vont augmenter de manière substantielle en raison des projets d'agglomération de 2ème et 3ème génération (PA2 et PA3). Environ 50% des amortissements et des frais financiers induits de ces nouvelles charges seront supportés par la Ville de Fribourg mais répartis sur la durée de vies des investissements, selon le taux d'amortissement appliqué.

Dernier élément, sachant que pour les constructions de nouveaux logements dans les PAD du territoire communal, des revenus d'impôts supplémentaires ont été considérés, il faut également prendre en compte une part contributive supplémentaire aux charges liées cantonales. L'augmentation par habitant a cependant été pondérée par une augmentation de la population attendue dans l'ensemble du canton.

De ce fait, **le taux de croissance retenu est de 5.0% de 2018 à 2019 et représente une moyenne de 3.6% pour les années 2017 à 2021**.

3.3.6 Subventions accordées – 36

La rubrique 36 "Subventions accordées", évolue par paliers et en fonction de la situation économique pour l'aide sociale. Comme expliqué ci-dessus, cette rubrique a également subi indirectement les mesures structurelles d'économie de l'Etat.

Globalement, cette rubrique est passée de CHF 33.2 mio. en 2011 à CHF 35.0 mio. en 2015, soit une augmentation totale de 5.42%.

Pour cette rubrique, **le taux de croissance de 2.0% est retenu**.

3.4 Evolution des produits

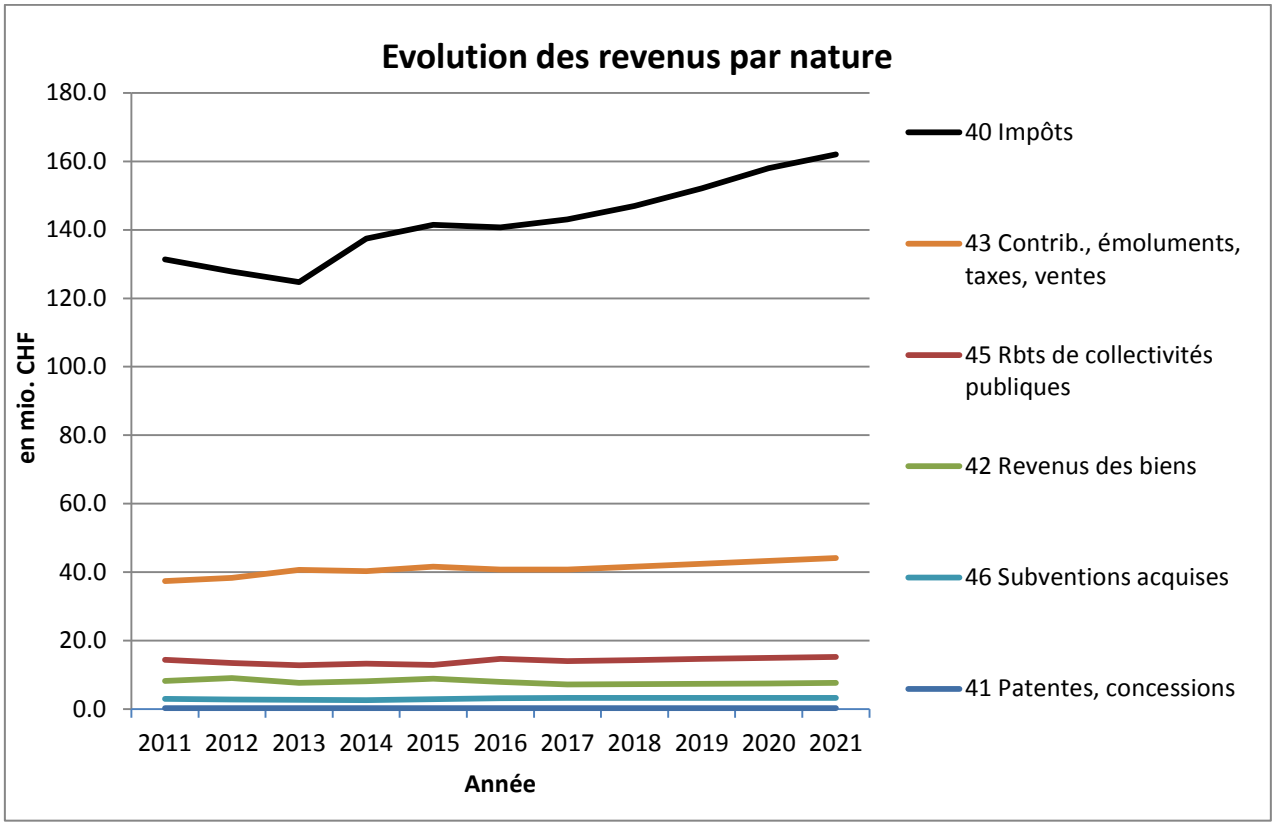
Les rubriques 41 "patentes, concessions", 42 "revenus de biens", 44 "part à des recettes sans affectation", 46 "subventions acquises", et 48 "prélèvements sur les réserves" ne font pas l'objet d'une analyse séparée. En effet, les montants de ces rubriques sont tous inférieurs à CHF 10 mio. et n'évoluent pas de manière significative dans le temps pour avoir une influence déterminante sur le résultat.

De la même manière que pour les charges et comme expliqué sous la section 3.2, les comptes ont été épurés. Comme pour les charges, la rubrique 49 "imputations internes" n'a pas été retenue car elle n'a pas d'influence sur le résultat.

Selon le même schéma que pour les charges, le graphique ci-dessous reprend l'évolution des produits épurées de 2011 à 2015, celles des budgets 2016 et 2017 et leur tendances selon les taux appliquées dès le budget 2017 et le scénario moyen.

Les explications des taux retenus font l'objet des prochaines sous-sections.

[4] Selon la sous-section 2.2.5 CODEMS, p. 6



3.4.1 Impôts – 40

Les recettes de la rubrique 40 "Impôts" intègrent l'augmentation du taux d'impôt dès 2014, passant de 77.3% à 81.6%, introduite suite à une érosion des rentrées fiscales entre 2011 et 2013 (-5.03%) et rendue nécessaire par les futures augmentations de coûts en matière d'infrastructures scolaires. Cette rubrique est passée de CHF 124.7 mio. en 2013 (taux à 77.3%) à CHF 141.4 mio. en 2015 (taux à 81.6%), soit une augmentation du rendement fiscal totale de 13.4%.

Etant donné les particularités à caractère unique de l'évolution des recettes fiscales de 2011 à 2015, la planification future ne se base pas sur l'historique mais sur deux critères spécifiques : la projection de nouveaux contribuables suite à la construction de logements dans les PAD en cours et les spécificités de certaines personnes morales (fin de statuts fiscaux particuliers dans la période de planification).

Les autres critères d'augmentation pour les personnes physiques et morales (évolution de la population hors PAD, développement économique, etc.) sont considérés dans la progression retenue en fonction des trois scénarios (optimiste, moyen et pessimiste). Dans cette planification, la RIE III n'a pas été considérée en termes de conséquences financières (voir chapitre séparé).

Pour le plan 2017-2021, **le taux de croissance des recettes fiscales du scénario optimiste est de 2.5%, le taux du scénario moyen est de 2.1% et celui du scénario pessimiste se monte à 1.8%. Le taux du scénario moyen a été retenu pour cette planification fiscale.**

3.4.2 Revenus des biens – 42

Cette rubrique n'a pas fait l'objet d'une analyse spécifique. **Le taux de 1.50% retenu** correspond à un taux inférieur à la moyenne des cinq dernières années. Il reste alors prudent dans l'évolution de cette catégorie de revenus, qui est essentiellement alimentée par les contrats de bail et les droits de superficie.

3.4.3 Contributions, émoluments, taxes et ventes – 43

La rubrique 43 "Contributions, émoluments, taxes et ventes" est passée de CHF 37.4 mio. en 2011 à CHF 41.6 mio. en 2015, soit 11.16% de plus et une augmentation moyenne annuelle de 1.97%.

Cette rubrique comptable regroupant des revenus provenant de différentes sources financières internes (déchets, Châtillon, amendes d'ordre), mais aussi de sources externes (assurances sociales), est très volatile. Dans un souci de comparabilité des budgets par rapport aux autres, les résultats extraordinaires des années passées ont été neutralisés.

Tenant compte de l'augmentation constatée de la population, ainsi que du renchérissement futur, **une augmentation de 2.0% pour cette rubrique a été retenue** pour les années 2017 à 2021.

3.4.4 Remboursements des collectivités publiques – 45

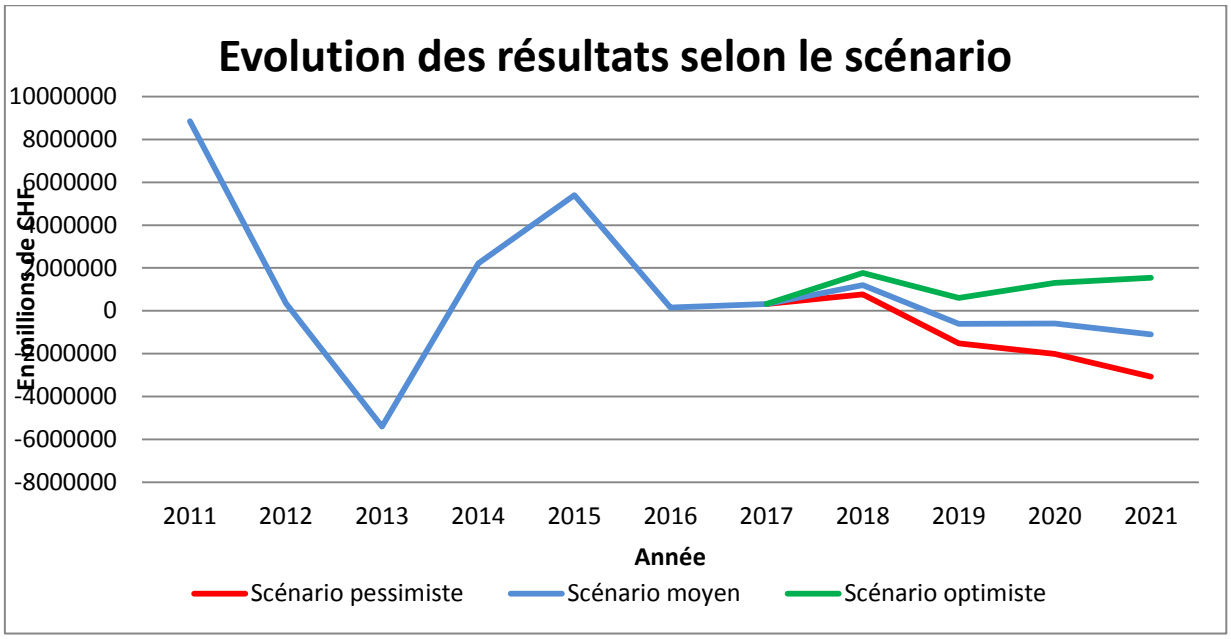
La courbe de la rubrique 45 "Remboursements des collectivités publiques" a subi une diminution de l'ordre de 6.0% entre 2011 et 2012 et de 3.85% entre 2012 et 2013 essentiellement en raison de la diminution du subventionnement par l'Etat des assurances maladie suite à des actes de défaut de biens (ADB). Cette rubrique est passée de CHF 14.4 mio. en 2011 à CHF 12.9 mio. en 2015, soit une diminution de 10.37% ou 1.13% en moyenne par an.

Toutefois, **une augmentation moyenne de 2.0% a été retenue** pour la période de planification. En effet, la corrélation est très forte entre cette rubrique et la rubrique de dépenses "Subventions accordées" qui comptabilise les aides sociales distribuées. Comme le Canton participe à hauteur de 40% aux frais d'entretien, il est probable que ces deux rubriques évoluent de manière parallèle, à la hausse comme à la baisse. Les frais de fonctionnement de l'aide sociale de la Ville de Fribourg sont totalement à sa charge.

4. Evolution 2017-2021 selon les trois scénarios

Sur la base de l'évolution des charges et produits épurée des cinq dernières années, du contexte socio-économique et des critères de charges et de produits retenus dans le plan financier 2017-2021, les trois sections suivantes montrent l'évolution des indicateurs de gestion financière (évolution de la marge nette d'autofinancement (MNA), de l'endettement de la commune, de la dette brute par habitant) selon les trois scénarios de planification (optimiste, moyen et pessimiste) à partir du budget 2017.

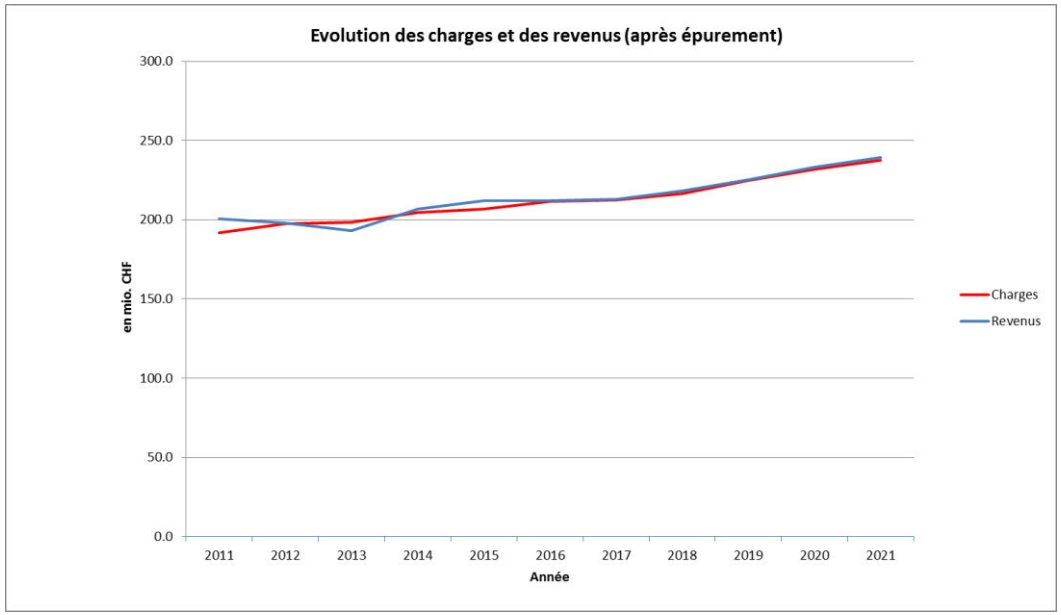
Le graphique ci-dessous représente l'évolution des résultats des cinq dernières années, ceux des budgets 2016 et 2017 et leur évolution selon les trois scénarios.

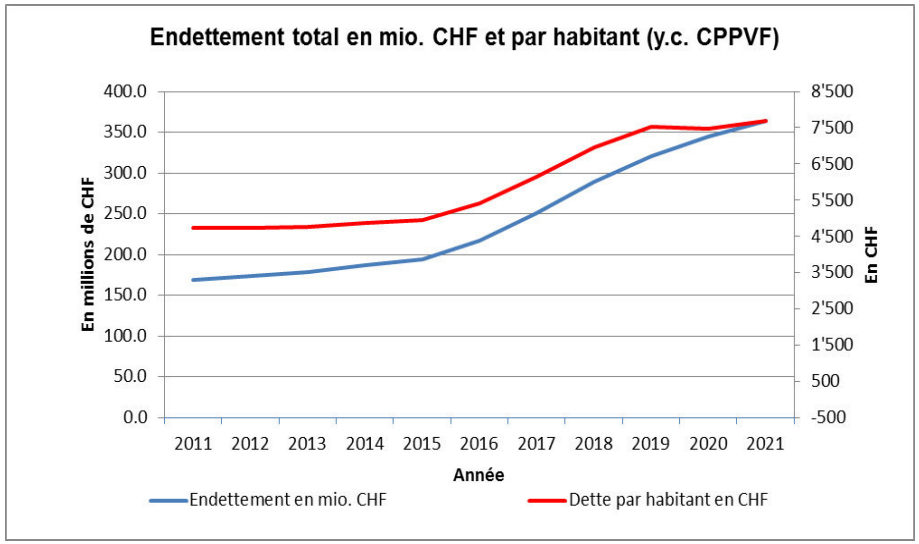


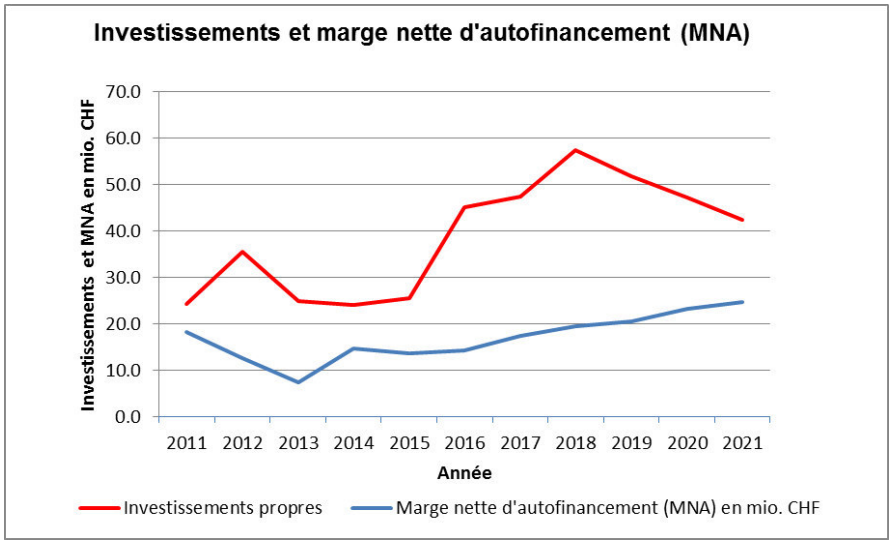
4.1 Scénario optimiste : Evolution des budgets avec 2.5% d'augmentation des impôts

COMPTE DE RESULTATS	Données historiques APRES EPUREMENT					Evolution	Evolution moyenne annuelle	Budgets		Evolution planifiée	Planification financière			
En millions de francs	Compte 2011	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	2011 2015		Budget 2016	Budget 2017		Plan 2018	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021
30 Charges du personnel	55.7	56.0	56.7	55.9	57.2	2.68%	0.66%	58.2	59.0	1.50%	59.9	60.8	61.8	62.7
31 Biens, services et marchandises	25.9	27.2	27.8	27.9	27.6	6.40%	1.56%	29.6	28.7	1.40%	29.1	29.5	29.9	30.3
32 Intérêts passifs	4.6	4.4	4.0	5.5	5.6	23.74%	5.47%	5.9	5.7	effectif	5.7	6.2	6.6	7.0
33 Amortissements	13.4	13.4	11.7	13.7	13.5	0.11%	0.03%	14.9	15.0	effectif	16.5	18.8	20.6	21.8
35 Rbts et particip. à des collectiv. publ.	57.9	62.2	62.2	65.1	66.3	14.56%	3.46%	66.6	66.0	3.60%	67.6	71.0	73.8	76.0
36 Subventions accordées	33.2	33.1	34.7	35.2	35.0	5.42%	1.33%	35.1	33.9	2.00%	34.5	35.3	36.0	36.7
38 Attributions aux réserves	1.2	1.5	1.3	1.5	1.6	36.05%	8.00%	1.5	4.2	stable	3.2	3.2	3.2	3.2
39 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré				
Charges	**191.8**	**197.7**	**198.5**	**204.8**	**206.7**	**7.77%**	**1.89%**	**211.8**	**212.5**	**2.85%**	**216.6**	**224.8**	**232.0**	**237.8**
40 Impôts	131.3	127.8	124.7	137.4	141.4	7.71%	1.87%	140.7	143.0	**2.50%**	147.6	153.4	159.9	164.6
41 Patentes, concessions	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.21%	0.05%	0.3	0.3	stable	0.3	0.3	0.3	0.3
42 Revenus des biens	8.2	9.1	7.7	8.2	8.9	8.10%	1.97%	7.9	7.2	1.50%	7.3	7.4	7.6	7.7
43 Contrib., émoluments, taxes, ventes	37.4	38.3	40.7	40.3	41.6	11.16%	2.68%	40.8	40.8	2.00%	41.6	42.4	43.3	44.2
44 Part à des recettes sans affectation	2.2	2.2	2.3	1.7	1.7	-22.70%	-6.23%	1.8	1.8	stable	1.8	1.8	1.8	1.8
45 Rbts de collectivités publiques	14.4	13.4	12.9	13.3	12.9	-10.37%	-2.70%	14.7	14.1	2.00%	14.4	14.7	15.0	15.3
46 Subventions acquises	3.1	2.8	2.8	2.7	2.9	-4.43%	-1.13%	3.2	3.3	stable	3.3	3.3	3.3	3.3
48 Prélèvements sur les réserves	3.8	4.0	1.7	3.1	2.4	-36.99%	-10.91%	2.4	2.3	stable	2.1	2.1	2.1	2.1
49 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré				
Revenus	**200.7**	**198.1**	**193.1**	**207.0**	**212.1**	**5.70%**	**1.40%**	**212.0**	**212.8**	**2.97%**	**218.4**	**225.4**	**233.3**	**239.3**
Résultat de fonctionnement épuré	**8.9**	**0.4**	**-5.4**	**2.2**	**5.4**			**0.2**	**0.3**		**1.8**	**0.6**	**1.3**	**1.6**
Amortissement financier CPPVF	0.0	0.0	0.0	-0.5	-0.5			-0.6	-0.6		-0.6	-0.6	-0.7	-0.7
Différence d'attribution aux réserves	-2.6	-2.5	-0.3	-1.6	-0.8			-0.9	1.9		1.1	1.1	1.1	1.1
MNA structurelle = Cashflow I (résultat épuré + amort. - amort. fin. CPPVF - différence réserves)	**19.7**	**11.2**	**6.0**	**13.8**	**17.5**			**13.6**	**16.7**		**18.8**	**19.9**	**22.4**	**23.8**
Besoin d'investissement	13.2	22.7	21.9	66.2	18.9			50.0	47.4		57.4	51.7	47.0	42.4
Besoin de financement (besoin d'invest. - MNA)	**-6.5**	**11.5**	**15.9**	**52.4**	**1.3**			**36.4**	**30.7**		**38.6**	**31.8**	**24.6**	**18.5**

Graphiques selon scénario optimiste



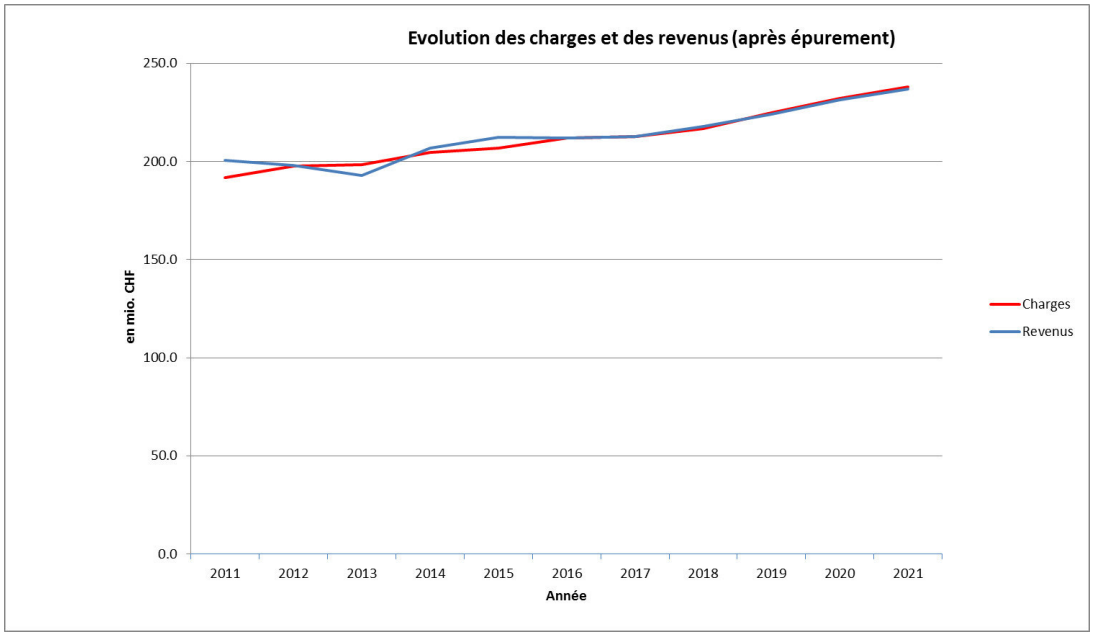


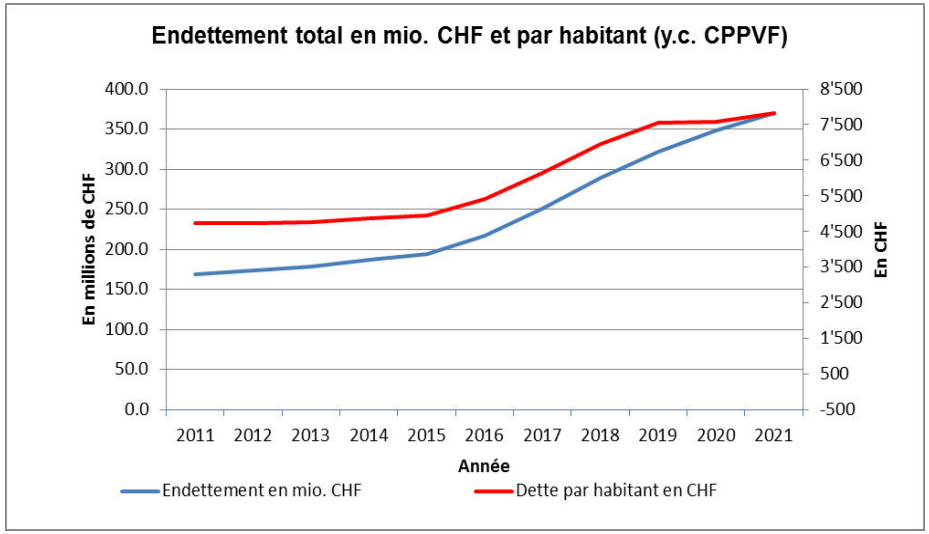


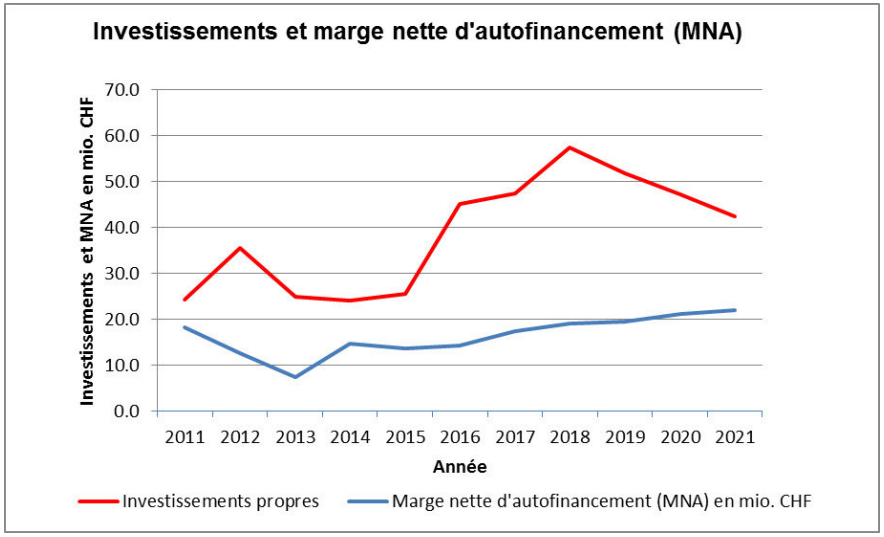
4.2 Scénario moyen : Evolution des budgets avec 2.1% d'augmentation des impôts

COMPTE DE RESULTATS	Données historiques APRES EPUREMENT					Evolution	Evolution moyenne annuelle	Budgets		Evolution planifiée	Planification financière			
En millions de francs	Compte 2011	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	2011 2015		Budget 2016	Budget 2017		Plan 2018	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021
30 Charges du personnel	55.7	56.0	56.7	55.9	57.2	2.68%	0.66%	58.2	59.0	1.50%	59.9	60.8	61.8	62.7
31 Biens, services et marchandises	25.9	27.2	27.8	27.9	27.6	6.40%	1.56%	29.6	28.7	1.40%	29.1	29.5	29.9	30.3
32 Intérêts passifs	4.6	4.4	4.0	5.5	5.6	23.74%	5.47%	5.9	5.7	effectif	5.7	6.2	6.7	7.1
33 Amortissements	13.4	13.4	11.7	13.7	13.5	0.11%	0.03%	14.9	15.0	effectif	16.5	18.8	20.6	21.8
35 Rbts et particip. à des collectiv. publ.	57.9	62.2	62.2	65.1	66.3	14.56%	3.46%	66.6	66.0	3.60%	67.6	71.0	73.8	76.0
36 Subventions accordées	33.2	33.1	34.7	35.2	35.0	5.42%	1.33%	35.1	33.9	2.00%	34.5	35.3	36.0	36.7
38 Attributions aux réserves	1.2	1.5	1.3	1.5	1.6	36.05%	8.00%	1.5	4.2	stable	3.2	3.2	3.2	3.2
39 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré				
Charges	**191.8**	**197.7**	**198.5**	**204.8**	**206.7**	**7.77%**	**1.89%**	**211.8**	**212.5**	**2.85%**	**216.6**	**224.8**	**232.0**	**237.8**
40 Impôts	131.3	127.8	124.7	137.4	141.4	7.71%	1.87%	140.7	143.0	**2.10%**	147.0	152.2	158.0	162.1
41 Patentes, concessions	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.21%	0.05%	0.3	0.3	stable	0.3	0.3	0.3	0.3
42 Revenus des biens	8.2	9.1	7.7	8.2	8.9	8.10%	1.97%	7.9	7.2	1.50%	7.3	7.4	7.6	7.7
43 Contrib., émoluments, taxes, ventes	37.4	38.3	40.7	40.3	41.6	11.16%	2.68%	40.8	40.8	2.00%	41.6	42.4	43.3	44.2
44 Part à des recettes sans affectation	2.2	2.2	2.3	1.7	1.7	-22.70%	-6.23%	1.8	1.8	stable	1.8	1.8	1.8	1.8
45 Rbts de collectivités publiques	14.4	13.4	12.9	13.3	12.9	-10.37%	-2.70%	14.7	14.1	2.00%	14.4	14.7	15.0	15.3
46 Subventions acquises	3.1	2.8	2.8	2.7	2.9	-4.43%	-1.13%	3.2	3.3	stable	3.3	3.3	3.3	3.3
48 Prélèvements sur les réserves	3.8	4.0	1.7	3.1	2.4	-36.99%	-10.91%	2.4	2.3	stable	2.1	2.1	2.1	2.1
49 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré				
Revenus	**200.7**	**198.1**	**193.1**	**207.0**	**212.1**	**5.70%**	**1.40%**	**212.0**	**212.8**	**2.70%**	**217.8**	**224.2**	**231.4**	**236.7**
Résultat de fonctionnement épuré	**8.9**	**0.4**	**-5.4**	**2.2**	**5.4**			**0.2**	**0.3**		**1.2**	**-0.6**	**-0.6**	**-1.1**
Amortissement financier CPPVF	0.0	0.0	0.0	-0.5	-0.5			-0.6	-0.6		-0.6	-0.6	-0.7	-0.7
Différence d'attribution aux réserves	-2.6	-2.5	-0.3	-1.6	-0.8			-0.9	1.9		1.1	1.1	1.1	1.1
MNA structurelle = Cashflow I (résultat épuré + amort. - amort. fin. CPPVF - différence réserves)	**19.7**	**11.2**	**6.0**	**13.8**	**17.5**			**13.6**	**16.7**		**18.3**	**18.7**	**20.5**	**21.2**
Besoin d'investissement	13.2	22.7	21.9	66.2	18.9			50.0	47.4		57.4	51.7	47.0	42.4
Besoin de financement (besoin d'invest. - MNA)	**-6.5**	**11.5**	**15.9**	**52.4**	**1.3**			**36.4**	**30.7**		**39.1**	**33.0**	**26.5**	**21.2**

Graphiques selon scénario moyen



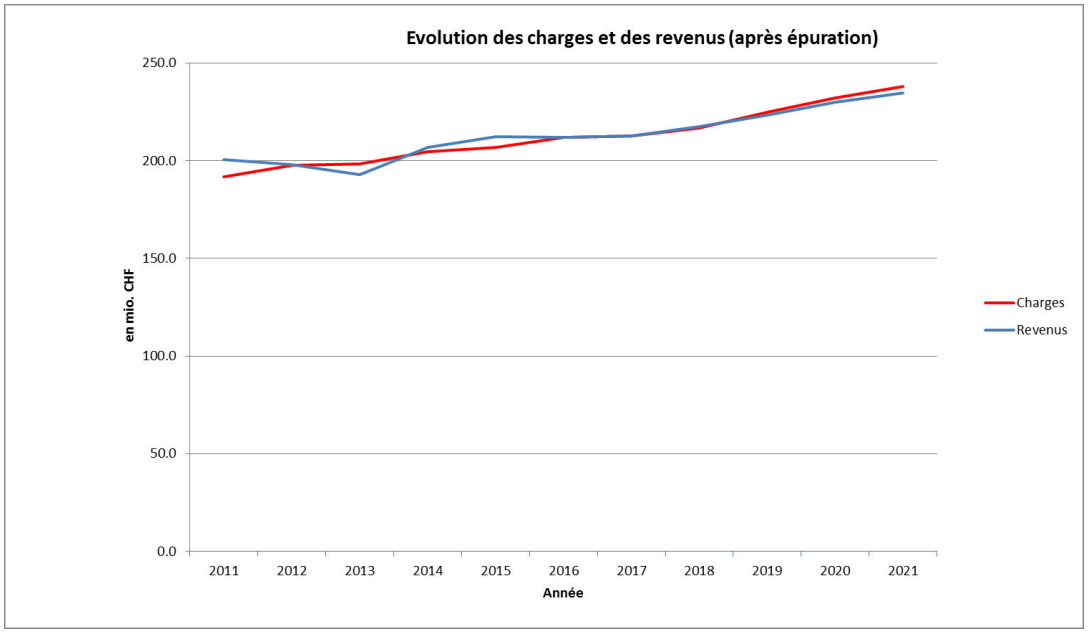


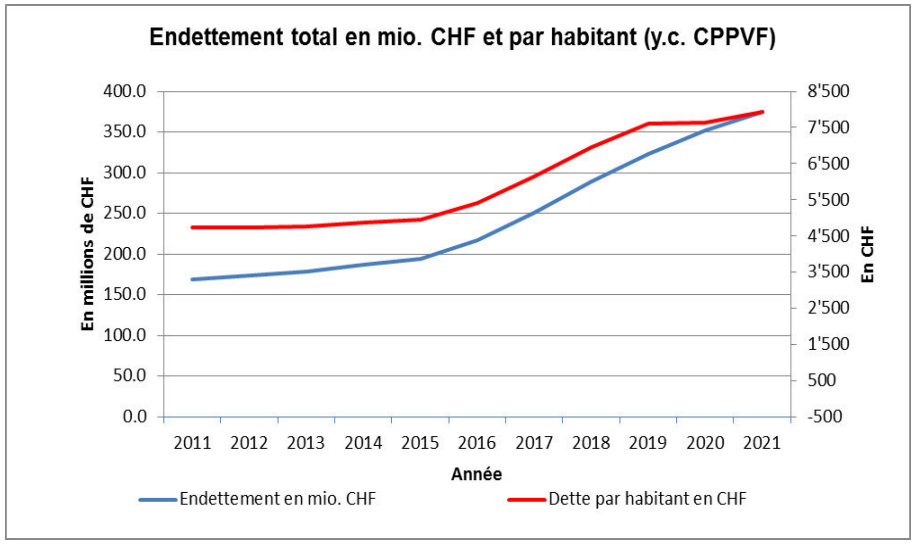


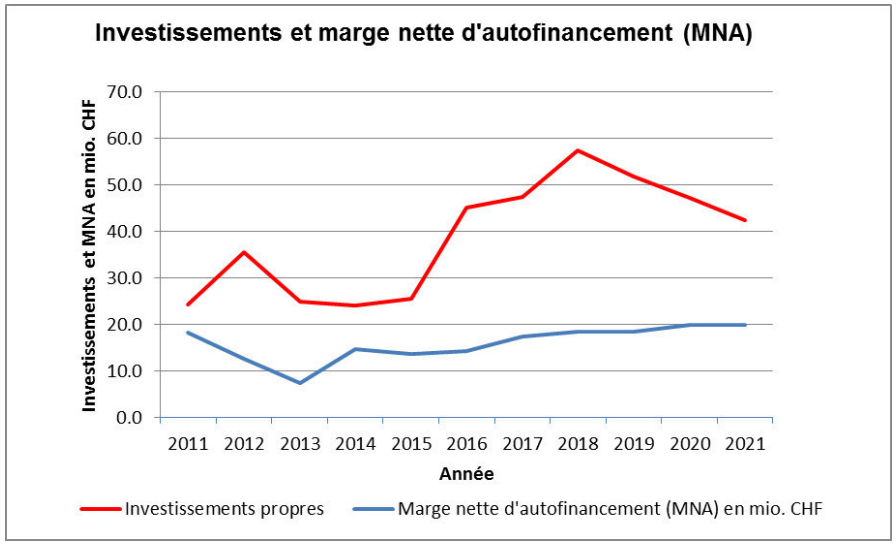
4.3 Scénario pessimiste : Evolution des budgets avec 1.8% d'augmentation des impôts

COMPTE DE RESULTATS	Données historiques APRES EPUREMENT					Evolution	Evolution moyenne annuelle	Budgets		Evolution planifiée	Planification financière			
En millions de francs	Compte 2011	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	2011 2015		Budget 2016	Budget 2017		Plan 2018	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021
30 Charges du personnel	55.7	56.0	56.7	55.9	57.2	2.68%	0.66%	58.2	59.0	1.50%	59.9	60.8	61.8	62.7
31 Biens, services et marchandises	25.9	27.2	27.8	27.9	27.6	6.40%	1.56%	29.6	28.7	1.40%	29.1	29.5	29.9	30.3
32 Intérêts passifs	4.6	4.4	4.0	5.5	5.6	23.74%	5.47%	5.9	5.7	effectif	5.7	6.2	6.7	7.1
33 Amortissements	13.4	13.4	11.7	13.7	13.5	0.11%	0.03%	14.9	15.0	effectif	16.5	18.8	20.6	21.8
35 Rbts et particip. à des collectiv. publ.	57.9	62.2	62.2	65.1	66.3	14.56%	3.46%	66.6	66.0	3.60%	67.6	71.0	73.8	76.0
36 Subventions accordées	33.2	33.1	34.7	35.2	35.0	5.42%	1.33%	35.1	33.9	2.00%	34.5	35.3	36.0	36.7
38 Attributions aux réserves	1.2	1.5	1.3	1.5	1.6	36.05%	8.00%	1.5	4.2	stable	3.2	3.2	3.2	3.2
39 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré				
Charges	**191.8**	**197.7**	**198.5**	**204.8**	**206.7**	**7.77%**	**1.89%**	**211.8**	**212.5**	**2.86%**	**216.6**	**224.9**	**232.0**	**237.9**
40 Impôts	131.3	127.8	124.7	137.4	141.4	7.71%	1.87%	140.7	143.0	**1.80%**	146.6	151.3	156.7	160.2
41 Patentes, concessions	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.21%	0.05%	0.3	0.3	stable	0.3	0.3	0.3	0.3
42 Revenus des biens	8.2	9.1	7.7	8.2	8.9	8.10%	1.97%	7.9	7.2	1.50%	7.3	7.4	7.6	7.7
43 Contrib., émoluments, taxes, ventes	37.4	38.3	40.7	40.3	41.6	11.16%	2.68%	40.8	40.8	2.00%	41.6	42.4	43.3	44.2
44 Part à des recettes sans affectation	2.2	2.2	2.3	1.7	1.7	-22.70%	-6.23%	1.8	1.8	stable	1.8	1.8	1.8	1.8
45 Rbts de collectivités publiques	14.4	13.4	12.9	13.3	12.9	-10.37%	-2.70%	14.7	14.1	2.00%	14.4	14.7	15.0	15.3
46 Subventions acquises	3.1	2.8	2.8	2.7	2.9	-4.43%	-1.13%	3.2	3.3	stable	3.3	3.3	3.3	3.3
48 Prélèvements sur les réserves	3.8	4.0	1.7	3.1	2.4	-36.99%	-10.91%	2.4	2.3	stable	2.1	2.1	2.1	2.1
49 Imputations internes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					épuré				
Revenus	**200.7**	**198.1**	**193.1**	**207.0**	**212.1**	**5.70%**	**1.40%**	**212.0**	**212.8**	**2.49%**	**217.4**	**223.3**	**230.0**	**234.8**
Résultat de fonctionnement épuré	**8.9**	**0.4**	**-5.4**	**2.2**	**5.4**			**0.2**	**0.3**		**0.8**	**-1.5**	**-2.0**	**-3.1**
Amortissement financier CPPVF	0.0	0.0	0.0	-0.5	-0.5			-0.6	-0.6		-0.6	-0.6	-0.7	-0.7
Différence d'attribution aux réserves	-2.6	-2.5	-0.3	-1.6	-0.8			-0.9	1.9		1.1	1.1	1.1	1.1
MNA structurelle = Cashflow I (résultat épuré + amort. - amort. fin. CPPVF - différence réserves)	**19.7**	**11.2**	**6.0**	**13.8**	**17.5**			**13.6**	**16.7**		**17.8**	**17.8**	**19.1**	**19.2**
Besoin d'investissement	13.2	22.7	21.9	66.2	18.9			50.0	47.4		57.4	51.7	47.0	42.4
Besoin de financement (besoin d'invest. - MNA)	**-6.5**	**11.5**	**15.9**	**52.4**	**1.3**			**36.4**	**30.7**		**39.6**	**33.9**	**28.0**	**23.2**

Graphiques selon scénario pessimiste







5. Conclusion

L'analyse d'une planification quinquennale selon les trois projections du chapitre précédent démontre l'importance du taux de croissance des recettes fiscales pour faire face aux charges futures. Selon le degré d'optimisme de l'évolution de ces recettes fiscales, de 2.5% en passant par 2.1% pour finir à 1.8%, le résultat des budgets futurs dresse une tendance à la baisse pour chacune des projections dès 2019 mais sans pour autant dépasser la limite des 5% des charges structurelles et à partir de laquelle l'augmentation d'impôts est obligatoire.

En effet, en considérant le plan d'investissement et les charges financières y liées, l'évolution de la population, les tendances conjoncturelles prévisibles, ainsi que les besoins en infrastructures, le scénario moyen, jugé réaliste, dicte une situation d'abord positive puis dégressive et légèrement déficitaire. L'équilibre financier constaté et vérifié grâce à l'augmentation du coefficient d'impôt, stabilise les déficits prévisionnels selon les scénarios tout en maintenant un taux d'impôt identique.

Le plan financier intègre également toutes les charges liées aux futurs investissements très lourds que la Commune a choisi de réaliser ces prochaines années, selon le plan d'investissement annexé. Plusieurs de ces derniers concernent des mesures du plan d'Agglomération de 2ème et de 3ème génération (PA2 et PA3), qui doivent faire l'objet d'une décision de la Commune de Fribourg pour le PA2, alors que le PA3 est encore à approuver. En 2018 déjà, l'amortissement prévu sera de CHF 10.7 mio. pour atteindre les CHF 16.6 mio. en 2021 en intégrant les amortissements des nouvelles infrastructures scolaires. En corollaire, les besoins de trésorerie pour financer tous ces investissements devraient continuer à augmenter la dette de l'ordre de CHF 30 mio. par année et par conséquent les intérêts passifs.

Il en est de même pour la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), dont les objectifs complexes ne permettent pas une évaluation précise des recettes futures. Le Conseil communal ne manquera pas de rester vigilant et proactif afin d'intégrer les conséquences de cette réforme.

Au niveau de l'administration, les limitations de personnel décidées par le Conseil communal lors de la législature précédente dans les domaines des RH, AES, Ecoles, Culture et la dotation de moyens de mise en œuvre des investissements par des chefs de projets en CDD, justifient le maintien de la progression des charges du personnel (nouveaux postes selon le programme de législature : développement économique et développement durable). Un gain d'efficience est visé grâce à l'analyse des processus dans l'organisation administrative interne.

Les risques suivants ont été identifiés lors du processus de planification financière :

- PA3 : la totalité des subventions de la Confédération et de l'agglo a été prise en compte (retours de financements et de liquidités) malgré le fait que le financement de la Confédération pourrait être plus bas que prévu ;
- projets urgents ou nouveaux; au vu du volume important des investissements prévus, la marge de manœuvre est réduite pour les nouveaux investissements, ils requerront un redimensionnement des investissements déjà inscrits lors de l'actualisation des futurs plans financiers. L'accent sera mis sur les mesures qui n'ont pas encore débuté, le principe "ce qui est commencé sera terminé" prévalant ;
- l'impact sur le volume des investissements de la politique foncière active en cours de définition est encore indéterminé, tout en sachant que l'objectif de cette politique est d'augmenter la rentabilité à terme (valorisation de terrains comme l'ancienne usine à gaz, le parking des Bourgeois, les autres terrains propriété de la Ville, voire des terrains que la Ville rachètera pour son développement) ;
- effets incertains de la RIE III et des mesures structurelles de l'Etat (MSE) ;
- Caisse de pension (CPPVF); aucune anticipation d'une hausse des cotisations de l'employeur n'est actuellement prévue dans les paramètres de planification, même si les taux d'intérêts actuellement extrêmement bas peuvent augurer d'un changement au niveau des objectifs de rendement ;

- Pila et sites pollués : actuellement, seule la prise en compte des charges d'investigation et pas d'assainissement est faite.

Ces risques sont à considérer et leurs effets sont à minimiser, ce qui peut se faire grâce à une politique d'anticipation que veut suivre le Conseil communal. Des opportunités peuvent émaner de différents projets, telle que la politique foncière, l'analyse des processus de la Ville, la fusion du Grand Fribourg, la révision annuelle du portefeuille, qui permet de redéfinir des priorités, ou encore le développement économique.

Le plan financier est un outil de gestion qui aide le Conseil communal à améliorer, à consolider et à maintenir des finances communales saines. A l'avenir, les pistes suivantes seront privilégiées :

- contenir les charges internes (personnel, biens, services et marchandises) dans les marges des taux retenus ;
- continuer à rechercher des synergies possibles avec d'autres communes ;
- maintenir l'attractivité économique de la Ville ;
- continuer d'agir avec d'autres partenaires de sorte que les diminutions fiscales cantonales n'aient plus d'impact direct sur les impôts communaux ;
- gérer les amortissements proportionnellement au total des charges de fonctionnement, à long terme et en gardant les investissements sous contrôle ;
- anticiper les changements exogènes et endogènes qui ont un impact sur l'organisation, le fonctionnement ou les finances de la Ville de Fribourg.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général, l'expression de nos sentiments distingués.

Au nom du Conseil communal de la Ville de Fribourg

Le Syndic :	La Secrétaire de Ville :
Thierry Steiert	Catherine Agustoni

Annexe : plan d'investissement 2017-2021

			Investissements / Liquiditiés 2017-2021							Amortissements 2017-2021				
Libellé	**Message Budget 2017**	**Invest. Ville**	**Plan 2017**	**Plan 2018**	**Plan 2019**	**Plan 2020**	**Plan 2021**	**Taux Amort**	**Année utilisation**	**Amort 2017**	**Amort 2018**	**Amort 2019**	**Amort 2020**	**Amort 2021**
Ecoles														
Achat et renouvellement du mobilier scolaire + informatique 2017	500'000	500'000	500'000					15%	2018	0	75'000	75'000	75'000	75'000
Renouvellement du mobilier CO de Jolimont		400'000		400'000				10%	2019	0	0	40'000	40'000	40'000
Renouvellement du mobilier CO du Belluard		400'000					400'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Renouvellement du mobilier scolaire + informatique 2018		525'000		525'000				15%	2019	0	0	78'750	78'750	78'750
Renouvellement du mobilier scolaire + informatique 2019		505'000			505'000			15%	2020	0	0	0	75'750	75'750
Renouvellement du mobilier scolaire + informatique 2020		350'000				350'000		15%	2021	0	0	0	0	52'500
Total Ecoles	**500'000**	**2'680'000**	**500'000**	**925'000**	**505'000**	**350'000**	**400'000**			**0**	**75'000**	**193'750**	**269'500**	**322'000**
Entretien des constructions														
Assainissement toitures : réfection d'étanchéité, bât des serres et sites des Neigles	100'000	100'000	100'000					5%	2018	0	5'000	5'000	5'000	5'000
Assainissements énergétiques : système de chauffage 2018		100'000		100'000				10%	2019	0	0	10'000	10'000	10'000
Assainissements énergétiques : système de chauffage 2019		100'000			100'000			10%	2020	0	0	0	10'000	10'000
Assainissements énergétiques : système de chauffage 2020		100'000				100'000		10%	2021	0	0	0	0	10'000
Assainissements énergétiques : système de chauffage 2021		100'000					100'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Assainissements énergétiques des bâtiments communaux : système de chauffage et enveloppe 2017, études et travaux	550'000	550'000	550'000					10%	2018	0	55'000	55'000	55'000	55'000
Assainissements énergétiques des bâtiments communaux, enveloppe 2018		450'000		450'000				10%	2019	0	0	45'000	45'000	45'000
Assainissements énergétiques des bâtiments communaux, enveloppe 2019		450'000			450'000			10%	2020	0	0	0	45'000	45'000
Assainissements énergétiques des bâtiments communaux, enveloppe 2020		450'000				450'000		10%	2021	0	0	0	0	45'000
Assainissements énergétiques des bâtiments communaux, enveloppe 2021		450'000					450'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Joseph Piller : transformation intérieure, réfection halle de sport, travaux	250'000	400'000	250'000	150'000				3%	2019	0	0	12'000	12'000	12'000
Raccordement CAD du PPS	140'000	140'000	140'000					15%	2018	0	21'000	21'000	21'000	21'000
Réfection halle de sport Motta	200'000	200'000	200'000					3%	2018	0	6'000	6'000	6'000	6'000
Sécurité nouvelles normes incendies, électricité 2017	75'000	75'000	75'000					15%	2018	0	11'250	11'250	11'250	11'250
Sécurité nouvelles normes incendies, électricité 2018		75'000		75'000				15%	2019	0	0	11'250	11'250	11'250
Sécurité nouvelles normes incendies, électricité 2019		75'000			75'000			15%	2020	0	0	0	11'250	11'250
Sécurité nouvelles normes incendies, électricité 2020		75'000				75'000		15%	2021	0	0	0	0	11'250
Sécurité nouvelles normes incendies, électricité 2021		75'000					75'000	15%	2022	0	0	0	0	0
Total Entretien des constructions	**1'315'000**	**3'965'000**	**1'315'000**	**775'000**	**625'000**	**625'000**	**625'000**			**0**	**98'250**	**176'500**	**242'750**	**309'000**
Génie civil														
Appareils pour atelier des Neigles : menuiserie	110'000	110'000	110'000					15%	2018	0	16'500	16'500	16'500	16'500
Assainissement pavage rue de l'Industrie secteur voie industrielle		240'000			240'000			4%	2020	0	0	0	9'600	9'600
Assainissement, réfection routes 2017	625'000	625'000	625'000					10%	2018	0	62'500	62'500	62'500	62'500
Assainissement, réfection routes 2018		525'000		525'000				10%	2019	0	0	52'500	52'500	52'500
Assainissement, réfection routes 2019		525'000			525'000			10%	2020	0	0	0	52'500	52'500
Assainissement, réfection routes 2020		1'000'000				1'000'000		10%	2021	0	0	0	0	100'000
Assainissement, réfection routes 2021		1'200'000					1'200'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Collecteurs d'évacuation des eaux usées / assainissement	2'000'000	8'000'000	2'000'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	0%	2017	0	0	0	0	0
Dangers naturels : assainissement falaises 2017	100'000	100'000	100'000					4%	2018	0	4'000	4'000	4'000	4'000
Dangers naturels : assainissement falaises 2018		100'000		100'000				4%	2019	0	0	4'000	4'000	4'000
Dangers naturels : assainissement falaises 2019		100'000			100'000			4%	2020	0	0	0	4'000	4'000
Dangers naturels : assainissement falaises 2020		100'000				100'000		4%	2021	0	0	0	0	4'000
Dangers naturels : assainissement falaises 2021		100'000					100'000	4%	2022	0	0	0	0	0
Décharge de Châtillon étapes 5 et 6		2'000'000		2'000'000				4%	2021	0	0	0	0	80'000
Loi sur les handicapés (Lhand) - mise en conformité des arrêts TC 2017	150'000	150'000	150'000					10%	2018	0	15'000	15'000	15'000	15'000
Loi sur les handicapés (Lhand) - mise en conformité des arrêts TC 2018		150'000		150'000				10%	2019	0	0	15'000	15'000	15'000
Loi sur les handicapés (Lhand) - mise en conformité des arrêts TC 2019		150'000			150'000			10%	2020	0	0	0	15'000	15'000
Loi sur les handicapés (Lhand) - mise en conformité des arrêts TC 2020		150'000				150'000		10%	2021	0	0	0	0	15'000
Loi sur les handicapés (Lhand) - mise en conformité des arrêts TC 2021		150'000					150'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Mesures d'assainissement pour la protection contre le bruit 2017	1'500'000	1'500'000	1'500'000					4%	2018	0	60'000	60'000	60'000	60'000
Mesures d'assainissement pour la protection contre le bruit 2018		1'500'000		1'500'000				4%	2019	0	0	60'000	60'000	60'000
Mesures d'assainissement pour la protection contre le bruit 2019		500'000			500'000			4%	2020	0	0	0	20'000	20'000
Mur des Neigles	250'000	250'000	250'000					10%	2018	0	25'000	25'000	25'000	25'000
Mur Jardin Nussbaumer		100'000			100'000			10%	2020	0	0	0	10'000	10'000
Mur route des Forgerons	500'000	375'000	500'000					10%	2018	0	37'500	37'500	37'500	37'500
Ouvrage d'art : Pont de Zähringen	50'000	50'000	50'000					4%	2018	0	2'000	2'000	2'000	2'000
Ouvrage d'art : Pont des Neigles	50'000	550'000	50'000	500'000				4%	2019	0	0	22'000	22'000	22'000
Ouvrage d'art : pont du Milieu		100'000				100'000		4%	2021	0	0	0	0	4'000
Pont-Saint-Jean assainissement (étude et construction)		750'000			750'000			4%	2020	0	0	0	30'000	30'000
Saleuses / remplacement 2017	50'000	50'000	50'000					15%	2018	0	7'500	7'500	7'500	7'500
Saleuses / remplacement 2018		50'000		50'000				15%	2019	0	0	7'500	7'500	7'500
Saleuses / remplacement 2019		50'000			50'000			15%	2020	0	0	0	7'500	7'500
Sites pollués : ancienne usine à gaz (investigations de détail)		80'000			80'000			4%	2020	0	0	0	3'200	3'200
Station d'épuration traitements des micro-polluants		12'000'000			4'000'000	4'000'000	4'000'000	0%	2022	0	0	0	0	0
Véhicules / remplacements 2017	290'000	290'000	290'000					15%	2018	0	43'500	43'500	43'500	43'500
Véhicules / remplacements 2018		290'000		290'000				15%	2019	0	0	43'500	43'500	43'500
Véhicules / remplacements 2019		330'000			330'000			15%	2020	0	0	0	49'500	49'500
Véhicules / remplacements 2020		460'000				460'000		15%	2021	0	0	0	0	69'000
Total Génie civil	**5'675'000**	**34'750'000**	**5'675'000**	**6'615'000**	**8'325'000**	**7'310'000**	**6'950'000**			**0**	**273'500**	**478'000**	**679'300**	**951'300**

			Investissements / Liquiditiés 2017-2021							Amortissements 2017-2021				
Libellé	**Message Budget 2017**	**Invest. Ville**	**Plan 2017**	**Plan 2018**	**Plan 2019**	**Plan 2020**	**Plan 2021**	**Taux Amort**	**Année utilisation**	**Amort 2017**	**Amort 2018**	**Amort 2019**	**Amort 2020**	**Amort 2021**
Informatique														
Data center : renouvellement d'éléments selon cycle de vie 2013-2017		600'000		600'000				15%	2019	0	0	90'000	90'000	90'000
Data center : renouvellement d'éléments selon cycle de vie 2016-2020		600'000					600'000	15%	2022	0	0	0	0	0
ERP : étude renouvellement équipements 2018 (étude puis réalisation)		400'000		400'000				15%	2019	0	0	60'000	60'000	60'000
ERP : étude renouvellement équipements 2019 (étude puis réalisation)		220'000			220'000			15%	2020	0	0	0	33'000	33'000
ERP : renouvellement solution Service de l'aide sociale	180'000	180'000	180'000					15%	2019	0	0	27'000	27'000	27'000
Fibre optique FriNet 2017 extension + redondance	70'000	70'000	70'000					5%	2018	0	3'500	3'500	3'500	3'500
Fibre optique FriNet 2018 extension + redondance		70'000		70'000				5%	2019	0	0	3'500	3'500	3'500
Fibre optique FriNet 2019 extension + redondance		70'000			70'000			5%	2020	0	0	0	3'500	3'500
Fibre optique FriNet 2020 extension + redondance		70'000				70'000		5%	2021	0	0	0	0	3'500
Fibre optique FriNet 2021 extension + redondance		70'000					70'000	5%	2022	0	0	0	0	0
Mise en place de la GED, 2ème étape	***480'000***	480'000	480'000					10%	2018	0	48'000	48'000	48'000	48'000
Mise en place de la GED, 3ème étape		215'000		215'000				10%	2019	0	0	21'500	21'500	21'500
Site internet : refonte	140'000	140'000	140'000					15%	2018	0	21'000	21'000	21'000	21'000
Téléphonie communication : concept All_IP 2ème étape		100'000		100'000				20%	2019	0	0	20'000	20'000	20'000
Total Informatique	**870'000**	**3'285'000**	**870'000**	**1'385'000**	**290'000**	**70'000**	**670'000**			**0**	**72'500**	**294'500**	**331'000**	**334'500**
Parcs et promenades - cimetière														
Parcs et Promenades - cimetière ; véhicules / remplacement 2018		145'000		145'000				15%	2019	0	0	21'750	21'750	21'750
Parcs et Promenades - cimetière ; véhicules / remplacement 2019		135'000			135'000			15%	2020	0	0	0	20'250	20'250
Parcs et Promenades - cimetière ; véhicules / remplacement 2020		145'000				145'000		15%	2021	0	0	0	0	21'750
Parcs et Promenades - cimetière; véhicules / remplacement 2017	105'000	105'000	105'000					15%	2018	0	15'750	15'750	15'750	15'750
Total Parcs et promenades - cimetière	**105'000**	**530'000**	**105'000**	**145'000**	**135'000**	**145'000**				**0**	**15'750**	**37'500**	**57'750**	**79'500**
Police et mobilité														
Achat de parcomètres pour extensions des zones "vignettes-habitants" 2018		100'000		100'000				15%	2019	0	0	15'000	15'000	15'000
Achat de parcomètres pour extensions des zones "vignettes-habitants" 2020		100'000				100'000		15%	2021	0	0	0	0	15'000
Camion échelle 1 (1992) (1.3 M - subv. ECAB de 75%)	325'000	325'000	325'000					5%	2018	0	16'250	16'250	16'250	16'250
Mesures d'amélioration de la vitesse commerciale des transports publics sur les lignes urbaines 2017	100'000	100'000	100'000					10%	2018	0	10'000	10'000	10'000	10'000
Mesures d'amélioration de la vitesse commerciale des transports publics sur les lignes urbaines 2019		100'000			100'000			10%	2020	0	0	0	10'000	10'000
Mesures d'amélioration de la vitesse commerciale des transports publics sur les lignes urbaines 2021		100'000					100'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Modération de trafic, sécurité sur le chemin de l'école - piétons, deux roues, transports publics 2017	100'000	100'000	100'000					15%	2018	0	15'000	15'000	15'000	15'000
Modération de trafic, sécurité sur le chemin de l'école - piétons, deux roues, transports publics 2018		100'000		100'000				15%	2019	0	0	15'000	15'000	15'000
Modération de trafic, sécurité sur le chemin de l'école - piétons, deux roues, transports publics 2019		100'000			100'000			15%	2020	0	0	0	15'000	15'000
Modération de trafic, sécurité sur le chemin de l'école - piétons, deux roues, transports publics 2020		100'000				100'000		15%	2021	0	0	0	0	15'000
Modération de trafic, sécurité sur le chemin de l'école - piétons, deux roues, transports publics 2021		100'000					100'000	15%	2022	0	0	0	0	0
PPS - extension réseau d'hydrantes 2017	100'000	100'000	100'000					4%	2018	0	4'000	4'000	4'000	4'000
PPS - extension réseau d'hydrantes 2019		100'000			100'000			4%	2020	0	0	0	4'000	4'000
PPS - extension réseau d'hydrantes 2021		100'000					100'000	4%	2022	0	0	0	0	0
Raccordements électriques pour manifestations		570'000		200'000	200'000	170'000		15%	2021	0	0	0	0	85'500
Radars pour installations lumineuses 2018		80'000		80'000				15%	2019	0	0	12'000	12'000	12'000
Radars pour installations lumineuses 2020		80'000				80'000		15%	2021	0	0	0	0	12'000
Remplacement fourgon PR (1993) - (160'000.- - subv. ECAB de 40%)		96'000		96'000				5%	2019	0	0	4'800	4'800	4'800
Remplacement Jeep d'intervention (2002) - (120'000.- - subv. ECAB de 40%)		72'000			72'000			5%	2020	0	0	0	3'600	3'600
Renouvellement d'installations lumineuses 2017	350'000	350'000	350'000					7%	2018	0	24'500	24'500	24'500	24'500
Renouvellement d'installations lumineuses 2019		100'000			100'000			7%	2020	0	0	0	7'000	7'000
Renouvellement d'installations lumineuses 2021		100'000					100'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Rénovation des installations de PCI du Jura et Grand-Places		80'000		80'000				0%	2019	0	0	0	0	0
Total Police et mobilité	**975'000**	**3'153'000**	**975'000**	**656'000**	**672'000**	**450'000**	**400'000**			**0**	**69'750**	**116'550**	**156'150**	**283'650**
Sports														
Beaumont - Vignettaz : entretien terrain polysport		60'000			60'000			10%	2020	0	0	0	6'000	6'000
Changements des mâts d'éclairage : terrains de sports 2018		125'000		125'000				5%	2019	0	0	6'250	6'250	6'250
Changements des mâts d'éclairage : terrains de sports 2020		125'000				125'000		5%	2021	0	0	0	0	6'250
Gîte d'Allières : extérieur		200'000		200'000				10%	2019	0	0	20'000	20'000	20'000
Gîte d'Allières : intérieur		200'000				200'000		10%	2021	0	0	0	0	20'000
Guintzet : assainissement des sanitaires		100'000		100'000				5%	2019	0	0	5'000	5'000	5'000
Halle omnisports : compléments installation sono		100'000		100'000				15%	2019	0	0	15'000	15'000	15'000
Halle omnisports : stores obscurcissants		100'000					100'000	10%	2022	0	0	0	0	0
Patinoire : mise en conformité aux exigences de la ligue		8'000'000		8'000'000				7%	2020	0	0	0	560'000	560'000
Piscine du Levant : assainissement canalisation autour bassin		60'000		60'000				7%	2019	0	0	4'200	4'200	4'200
Piscine du Levant : remplacement vitrage		200'000				200'000		5%	2021	0	0	0	0	10'000
Piscine du Levant : toiture	650'000	650'000	250'000	400'000				7%	2019	0	0	45'500	45'500	45'500
Schoenberg : nouveau terrain de football (sans achat de terrain ni édicule)		2'500'000			2'500'000			10%	2020	0	0	0	250'000	250'000
StadeSt-Léonard : assainissement infrastructure (part de la Ville)	2'000'000	2'000'000	1'500'000	500'000				3%	2019	0	0	60'000	60'000	60'000

			Investissements / Liquiditiés 2017-2021							Amortissements 2017-2021				
Libellé	**Message Budget 2017**	**Invest. Ville**	**Plan 2017**	**Plan 2018**	**Plan 2019**	**Plan 2020**	**Plan 2021**	**Taux Amort**	**Année utilisation**	**Amort 2017**	**Amort 2018**	**Amort 2019**	**Amort 2020**	**Amort 2021**
Total Sports	**2'650'000**	**14'420'000**	**1'750'000**	**9'485'000**	**2'560'000**	**525'000**	**100'000**			**0**	**0**	**155'950**	**971'950**	**1'008'200**
UA Ecoles														
CO Belluard : rénovation des salles de classes		5'000'000				500'000	4'500'000	3%	2022	0	0	0	0	0
CO Jolimont à rénover et transformer	300'000	3'510'000	300'000	3'210'000				3%	2019	0	0	105'300	105'300	105'300
Ecole de la Neuveville, agrandissement site		4'200'000					1'400'000	3%	2024	0	0	0	0	0
Ecole de la Neuveville, assainissement toiture et façades		1'160'000					500'000	3%	2023	0	0	0	0	0
Ecole de la Neuveville, réfection des salles de classes		450'000					450'000	3%	2022	0	0	0	0	0
Ecole de la Vignettaz : construction de 3 pavillons scolaires	1'500'000	1'500'000	1'500'000					15%	2018	0	225'000	225'000	225'000	225'000
Ecole de la Vignettaz 1 : nouvelle école (2 filières supplémentaires et une salle de sport)	***18'185'000***	18'185'000	6'000'000	6'150'000	6'035'000			3%	2020	0	0	0	545'550	545'550
Ecole du Schoenberg 1 : construction d'une nouvelle école, 1 filière Heitera		15'450'000					450'000	3%	2027	0	0	0	0	0
Ecole du Schoenberg 1 et 2 : étude de faisabilité	580'000	580'000	580'000					15%	2018	0	87'000	87'000	87'000	87'000
Ecoles du Schoenberg 1 : construction de 6 pavillons et d'une place de jeux, travaux	3'000'000	3'000'000	3'000'000					10%	2018	0	300'000	300'000	300'000	300'000
Jura : Ste Agnès : réfection de 8 classes pour le primaire		2'000'000		350'000	1'000'000	650'000		5%	2021	0	0	0	0	100'000
Total UA Ecoles	**23'565'000**	**55'035'000**	**11'380'000**	**9'710'000**	**7'035'000**	**1'150'000**	**7'300'000**			**0**	**612'000**	**717'300**	**1'262'850**	**1'362'850**
Agglo PM														
Compartimentage Basse-ville Agglo 3M.03.04 (A PA3)		100'000			200'000			10%	2020	0	0	0	10'000	10'000
Compartimentage quartier de Gambach Agglo 3M.03.02 (A PA3)		162'000			324'000			10%	2020	0	0	0	16'200	16'200
Compartimentage Vignettaz- Fort St-Jacques Agglo 3M.03.08 (A PA3)		54'000		108'000				10%	2019	0	0	5'400	5'400	5'400
Total Agglo PM		**316'000**		**108'000**	**524'000**					**0**	**0**	**5'400**	**31'600**	**31'600**
Agglo GC														
AGGLO 11.10 (A PA2) : Réalisation de voies bus continues en entrée de Fribourg, entre Marly Grand-Pré et Pérolles (direction gare) AGGLO 42.1 : Mesures groupées 8'290'000.- (A)		1'060'188		2'000'000				10%	2019	0	0	106'019	106'019	106'019
AGGLO 22.3 (A PA2) : Aménagement de bandes cyclables sur la route de la Fonderie section Est AGGLO 42.1 (A PA2) : Aménagement d'un couloir de bus et de bandes cyclables sur la route de la Fonderie, section Ouest) Mesures groupées 8'290'000.-)		1'325'000		1'200'000				10%	2019	0	0	132'500	132'500	132'500
Total Agglo GC		**2'385'188**		**3'200'000**						**0**	**0**	**238'519**	**238'519**	**238'519**
Agglo UA														
Abords de la Cathédrale - Tête de pont-escalier Agglo 3M.04.03 (A PA3)		975'500		557'750	557'750	557'750	557'750	7%	2022	0	0	0	0	0
Abords de la Cathédrale Agglo 41.2 (A PA2)		8'160'287		2'281'475	2'431'475	2'431'475	2'281'475	7%	2022	0	0	0	0	0
Fribourg (ou)vert : réalisation projets paysagers : études et travaux Agglo 3NP.07.03 (Ae PA3)	300'000	505'000	300'000	300'000	730'000			5%	2020	0	0	0	25'250	25'250
Nature en Ville : parcs et jardins urbains y.c. Zähringarten, études	200'000	200'000	200'000					10%	2020	0	0	0	20'000	20'000
Parking de la Grenette Agglo 3M.04.03 (A PA3)		3'360'000		2'424'000		1'432'000	1'432'000	7%	2023	0	0	0	0	0
Passage inférieur avenue du Midi - secteur 3 (25% de 5,7M à charge de la Ville)		1'425'000				475'000	475'000	7%	2023	0	0	0	0	0
Passage inférieur émergence Beauregard - secteur 4 Agglo 3M.03.01 (A PA3)	630'000	2'990'000	315'000	315'000	1'800'000	1'800'000	1'760'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Place de la Gare (inclus Esplanade Equilibre), place Jean Tinguely, av. Tivoli, rue Pierre Kaelin, rte des Arsenaux PAD ancienne gare Agglo 3M.03.09 (A PA3)	***900'000***	4'562'500	450'000	450'000	2'825'000	2'825'000	2'825'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Place de la Gare avec réorganisation interface TP des bus urbains et de l'avenue de la Gare Agglo 12.1 (A PA2)	***1'000'000***	4'287'478	485'000	485'000	2'525'000	2'525'000	2'525'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Place des Ormeaux Agglo 3M.04.03 (A PA3)		768'900		438'800	438'800	438'800	438'800	7%	2022	0	0	0	0	0
Place du Petit St-Jean Agglo 44.4 (Ae PA2)	500'000	3'825'000	500'000	1'500'000	3'000'000			7%	2020	0	0	0	267'750	267'750
Place Notre-Dame Agglo 41.1 (Ae PA2)		3'837'000		540'249		1'602'917	1'602'917	7%	2023	0	0	0	0	0
Prolongation d'une ligne de bus et aménagement d'un terminus à Windig Agglo 3M.05.07 (A PA3)		-			500'000			10%	2020	0	0	0	0	0
Réaménagement du carrefour de Beaumont y.c. régulation du carrefour au droit du PAD Friglâne (50% à charge de VdF) Agglo 3M.02.04 (A PA3)		1'613'725		162'986	888'354	725'370	725'370	7%	2023	0	0	0	0	0
Réaménagement passage Cardinal (phase 2 partie TP) en lien avec le compartimentage TIM Agglo 3M.03.03 (A PA3)		4'530'500		457'580	2'494'040	2'036'460	2'036'460	7%	2023	0	0	0	0	0

			Investissements / Liquiditités 2017-2021							Amortissements 2017-2021				
Libellé	**Message Budget 2017**	**Invest. Ville**	**Plan 2017**	**Plan 2018**	**Plan 2019**	**Plan 2020**	**Plan 2021**	**Taux Amort**	**Année utilisation**	**Amort 2017**	**Amort 2018**	**Amort 2019**	**Amort 2020**	**Amort 2021**
Réaménagement passage Cardinal et aménagement de carrefours régulés aux extrémités (MD), concours Agglo 41.6 (A PA2)	400'000	386'207	400'000	110'000	750'000	630'000	630'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Réaménagement place des sports Agglo 3M.09.02 (A PA3)	***800'000***	2'383'951	784'558	1'327'781	1'327'781	1'327'781		7%	2021	0	0	0	0	166'877
Relocalisation places de stationnement Agglo 3M.04.03 (A PA3)		596'750		680'750	680'750			10%	2020	0	0	0	59'675	59'675
Requalification de la place des anciens abattoirs, secteur St-Léonard Agglo 3M.09.03 (A PA3)		3'173'625	0	641'073	1'902'059	1'902'059	1'902'059	15%	2027	0	0	0	0	0
Requalification et compartimentage du carrefour de Richemond Agglo 3M.03.01 (A PA3)	130'000	635'000	65'000	65'000	380'000	380'000	380'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Rue du Pont-Muré (sans place Nova Friburgo) Agglo 3M.04.03 (A PA3)		2'795'501			726'291	1'621'570	1'621'570	7%	2023	0	0	0	0	0
Sarine revitalisation : études (yc passerelle de l'Auge) Agglo 3NP.10.00 (Ae PA3)	290'000	587'000	290'000	300'000	2'180'000	1'880'000	1'850'000	4%	2022	0	0	0	0	0
Vélostation à la gare de Fribourg Agglo 23.3 (A PA2)		1'279'325				2'570'000		10%	2021	0	0	0	0	127'932
Voie verte (Transagglo) Agglo 3M.06.01 (A PA3)	600'000	-	600'000	2'700'000	2'700'000			10%	2021	0	0	0	0	0
Zone de rencontre et Place Joseph-Piller; réalisation	300'000	300'000	300'000					15%	2018	0	45'000	45'000	45'000	45'000
Total Agglo UA	**6'050'000**	**53'178'248**	**4'689'558**	**15'737'444**	**28'837'300**	**27'161'182**	**23'043'401**			**0**	**45'000**	**45'000**	**417'675**	**712'484**
Nouveaux bâtiments														
Bâtiment des Arcades : transformation restaurant et épicerie	***3'500'000***	3'500'000	1'000'000	2'500'000				3%	2019	0	0	105'000	105'000	105'000
Bâtiment des Arcades : transformation restaurant et épicerie, études	500'000	500'000	500'000					3%	2019	0	0	15'000	15'000	15'000
Extension de la caserne des pompiers pour partie bâtiment police, études (4 étages)	700'000	6'700'000	700'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000		3%	2021	0	0	0	0	201'000
Gottéron 13 : transformation en logements après Frima, études et travaux	1'350'000	1'350'000	750'000	600'000				3%	2019	0	0	40'500	40'500	40'500
Grand-Rue 37 : réhabilitation		1'700'000		170'000		765'000	765'000	7%	2022	0	0	0	0	0
Hôpital des Bourgeois, études et travaux	600'000	600'000	600'000					3%	2018	0	18'000	18'000	18'000	18'000
Patinoire St-Léonard : Parking et P2 et espaces publics attenants, études (réaménagement place des sports sous Agglo PA3 3M.09.02)	***2'150'000***	14'170'000	2'150'000	3'970'000	4'030'000	4'020'000		3%	2021	0	0	0	0	425'100
Piscine et programme connexe : études (espaces publics, place des anciens abattoirs sous Agglo 3M.09.03)	1'364'000	25'000'000	914'000	450'000	3'071'000	8'855'000	8'855'000	3%	2023	0	0	0	0	0
Valorisation parking des Bourgeois, études	500'000	500'000	500'000					3%	2018	0	15'000	15'000	15'000	15'000
Total Nouveaux bâtiments	**10'664'000**	**54'020'000**	**7'114'000**	**9'690'000**	**9'101'000**	**15'640'000**	**9'620'000**			**0**	**33'000**	**193'500**	**193'500**	**819'600**
Total général	**52'369'000**	**227'717'436**	**34'373'558**	**58'431'444**	**58'609'300**	**53'426'182**	**50'908'401**			**0**	**1'294'750**	**2'652'469**	**4'852'544**	**6'453'203**

Amortissements déjà votés sans STEP, Châtillon et Caisse de prévoyance	10'718'712	10'967'972	10'950'039	10'576'720	10'104'035
Total des amortissements sans STEP, Châtillon et Caisse de prévoyance	**10'718'712**	**12'262'722**	**13'602'507**	**15'429'264**	**16'557'237**

Légende

Messages dans le budget 2017 en catégorie II	25'354'000
Messages en 2017 en catégorie II	***27'015'000***